

Les élections québécoises, un quatrième tournant depuis 1867  
**« Ainsi, parce que tu es tiède, et que tu n'es ni froid ni  
bouillant, je te vomirai de ma bouche. »**

Marc Bonhomme

9 mai 2007

*Le PQ, en pourcentage de votes, a eu le pire score électoral depuis sa fondation, le PLQ le pire depuis la Confédération. L'autonomisme, national et social, de la grande noirceur duplessiste, tel un spectre d'un autre âge, revient en force. Le rêve de Québec solidaire (QS) de supplanter l'ADQ comme troisième parti est devenu un cauchemar auquel participe même le parti Vert. L'alternance propre au suffrage de l'élection uninominal à un tour a été mis en échec. Mais il se traduit par un balayage de la droite dure ADQ-PLQ. Le plus que triplement relatif d'un vote marginal pour QS, ou le décuplement pour les Verts, est une mince consolation quand se produit pareil tournant.*

*Le peuple québécois se dit que s'il doit accepter le fédéraliste néolibéralisme guerrier, vaut mieux être un gagnant qu'un perdant, vaut mieux aller jusqu'au bout des privatisations avec l'ADQ (ou avec une alliance tacite PLQ-ADQ). Il intuitionne correctement que mettre les bâtons dans les roues au néolibéralisme, mais sans le rejeter, entraînerait inévitablement une accentuation de la fuite des capitaux permise et encouragée par l'ALÉNA que QS ne conteste nullement, pas plus que les alliances militaires et le Conseil de sécurité de l'ONU. Voilà le résultat de la tiédeur sociale-libérale qui, comme inévitable corollaire, évacue la revendication radicale de l'indépendance comme fer de lance programmatique. « Ainsi, parce que tu es tiède, et que tu n'es ni froid ni bouillant, je te vomirai de ma bouche. » (Apocalypse 3:16)*

*Il est fort possible que l'élection de 2007 marque la première étape d'un tournant — évitons le mot grandiloquent historique et disons politique —, qui serait le quatrième depuis la Confédération. S'il y a un fil conducteur dans ces tournants, c'est bien l'émergence puis la généralisation du nationalisme à l'encontre de la construction programmatique et organisationnelle de la gauche politique, et l'incapacité historique de celle-ci à comprendre l'enjeu stratégique de la question nationale afin d'enlever à la petite bourgeoisie nationaliste, appuyée sur la grande bourgeoisie, la direction de la lutte pour la libération du peuple québécois.*

Page 2 : De l'indépendance organisationnelle à l'indépendance nationale

Page 12 : L'élection 2007 : élargissement nationaliste mais à droite

Page 17 : Québec solidaire, parti social-libéral électoraliste au souverainisme tiède

Page 24 : L'assemblée constituante, une arme à double tranchant

Page 33 : Turbulences à l'horizon

## **De l'indépendance organisationnelle à l'indépendance nationale**

Lors des élections de 1886, le parti National d'Honoré Mercier, unissant Libéraux et Conservateurs dissidents, prit le pouvoir sur la lancée de la massive mobilisation contre la pendaison de Louis Riel et sur fond de la grande crise économique 1874-1893. Cette émergence avait brisé l'hégémonie du parti Conservateur consolidée depuis avant la Confédération pour paver la voie à l'hégémonie Libérale jusqu'aux élections 1935/36. La brève interruption de 1892-1896, due au scandale du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, ouvrit la porte à la déradicalisation du parti National redevenu parti Libéral. Le parti Libéral fédéral suit une évolution semblable avec Laurier. Une fois « dérouté », il prend le pouvoir à Ottawa en 1896. Le nationalisme du parti National coupa court à la politisation du mouvement syndical alors fortement influencé par les Chevaliers du Travail — l'ancêtre du Conseil du travail de Montréal fut fondé en 1886 — qui firent élire deux députés respectivement en 1888 (Ottawa) et en 1890 (Québec) vite récupérés par les Conservateurs fédéraux et les Libéraux québécois.

Le deuxième épisode de ce premier tournant se joue dans la foulée de la répercussion mondiale de la révolution russe de 1905-06 alors que l'hégémonie Libérale est déjà forte. En 1906, le parti Ouvrier (PO) fondé en 1899 et issu du mouvement syndical mieux organisé mais plus modéré, très momentanément allié à l'anticapitaliste parti Socialiste fondé en 1904 et dont Albert St-Martin dirigeait la branche canadienne-française, fait élire un député montréalais à Ottawa grâce à la coopération des Conservateurs qui ne présentent pas de candidat. Un autre est élu en 1909 à Québec. Tous les deux seront vite sous l'influence des Libéraux après que les dirigeants syndicaux, dont Gustave Franck, contrôlant le PO eurent expulsé les militants du parti Socialiste en 1907 suite à la violente répression de l'imposante manifestation du premier mai dont celui-ci était l'organisateur.

Le troisième épisode du premier tournant, alors que l'hégémonie Libérale sur le Québec est à son maximum, sera la dramatique crise de la conscription de 1917 qui se conjugait avec la répercussion mondiale de la révolution bolchevique. Cet épisode fut à l'origine de l'étonnante motion de décembre 1917 du député Libéral Francœur au parlement de Québec réclamant ni plus ni moins que la séparation du Québec. Cette motion, finalement retirée mais qui souleva la passion, fut la synthèse politique des questions nationale et sociale à leur paroxysme, combinant la crise de la conscription — le peuple de la ville de Québec affronta l'armée en mars 1918 pendant 4 jours au prix de quatre morts et une dizaine de soldats anglophones blessés — et l'influence de la révolution d'Octobre qui allait, au Canada, mener à la prise de contrôle de la ville de Winnipeg par la classe ouvrière en 1919. Au lieu d'organiser une grève générale de solidarité contre la forte répression qui fit deux morts, la centrale ouvrière canadienne relança le PO moribond qui ne put résister au Québec, au balayage

Libéral qui s'était opportunément opposé à la conscription. Il aura plus de succès à Québec mais ses trois élus passeront rapidement aux Libéraux.

Les socialistes non sectaires du parti Social-Démocrate dans la tradition du dirigeant étasunien Eugene Debs, après avoir quitté le parti Socialiste qui avait rejeté le travail dans les syndicats suite à leur expérience malheureuse de collaboration avec les chefs syndicaux dans le PO de 1905-1907, reprirent du service lors du renouveau du PO de 1917-1921, puis après eux le parti Communiste (PC) fondé en 1921. Cependant, dans le reflux des années 20, les dirigeants du PO les expulsèrent en 1925 puis ce fut le PO lui-même, parce que jugé trop à gauche, qui se vit couper les fonds par le Conseil du travail de Montréal en 1929. Seul Albert St-Martin, pourtant fondateur de l'Université ouvrière, après la Première guerre, qui forma les premiers communistes francophones, refusa de rallier le nouveau PC à cause de son refus de reconnaître une section francophone en 1923 en plus d'être traité de « nationalisme chauvin ». Il en résulta que les Québécois francophones, en 1930, n'étaient qu'une cinquantaine sur 300 membres québécois du PC.

Au Canada anglais, contrairement au Québec, le parti Libéral a connu dans les années 1910 une longue éclipse suite à sa tentative prématurée de libre-échange avec les ÉU en 1911 et à sa tiédeur pour soutenir la grande guerre de l'Empire britannique. Le belliciste et réactionnaire gouvernement de l'Union, dirigé par le Conservateur Borden, y facilita par réaction le rassemblement dans la rue de cette classe ouvrière fraîchement arrivée de l'Europe, dans la toute nouvelle métropole de l'Ouest canadien, avec ses traditions socialistes et déjà réunie dans le « One Big Union » elle-même dérivée de l'influence des IWW, centrale syndicale étasunienne anarchiste à peu près complètement absente au Québec. Après le traumatisme pour elle de la grève générale de Winnipeg, la bourgeoisie canadienne favorisera le retour au pouvoir pour longtemps des Libéraux jusqu'en 1957, sauf la brève interruption de 1926 et celle de quatre ans au début de la grande crise de 1929. Ce n'est pas pour rien que le chef Libéral fut Mackenzie King, qui détient le record de longévité comme premier ministre, un spécialiste des relations patronales-syndicales. Après la crise de la conscription de la Deuxième guerre mondiale, la question nationale québécoise reprit son statut de clef de voûte de l'architecture politique canadienne. La direction des Libéraux fédéraux revint à des Québécois jusqu'à aujourd'hui à quelques courtes interruptions prêt.

**Le deuxième tournant** consacra la brusque irruption au pouvoir de l'Union nationale (UN), une prise de contrôle du vieux parti Conservateur dirigé par Duplessis sur les progressistes de l'Action libérale nationale (ALN). Celle-ci, une scission des Libéraux, bien qu'ayant fait élire plus de députés que leur allié Duplessis en 1935, se fit rouler dans la farine lors de l'élection de 1936 grâce à l'habileté tactique de Duplessis à exploiter la corruption Libérale. L'hégémonie de l'UN dura jusqu'en 1960 avec interruption durant la Deuxième Guerre mondiale.

Ce second tournant a été largement déterminé par la réaction sociale et politique à la profonde crise économique débutant en 1929 puis consolidé par la crise nationale de la conscription de 1942 qui sonna le glas du gouvernement Libéral comme gouvernement et parti inféodés à leurs contreparties canadiennes.

C'est ce renouement, par ALN interposée, avec le nationalisme social mais corporatiste de l'École sociale populaire des Jésuites qui donna à l'UN, après avoir purgé les aspects progressistes « anti-trust » du Programme de restauration sociale de cette École, les assises idéologiques de son anti-communisme et de son anti-syndicalisme virulents afin de stopper la montée des luttes syndicales et de la gauche politique de la fin des années 30 à la fin des années 40. Les femmes syndiquées de l'industrie du vêtement et du textile, par leurs grèves de 1934 et surtout de 1937, furent le fer de lance de cette montée. Côté action politique, les organisations anti-fascistes animés par le PC mobilisent contre Duplessis et pour l'Espagne : 15 000 personnes viennent entendre Norman Bethune à l'aréna Mont-Royal en 1937. Les suffragettes se mobilisent pour le droit de vote des femmes. L'UN répondit, en cette même année 1937, par la tristement célèbre « loi du cadenas ».

À gauche, deux partis occupaient le devant de la scène. Le PC passe brusquement de la gauchiste « troisième période » commandée par le Comintern désormais stalinisé, ce qui l'amène à former sa propre centrale syndicale par ailleurs très combative — c'est elle qui part le bal de la riposte des années 30 en organisant en 1934 la première grève de la robe à Montréal et celles des bûcherons et mineurs de l'Abitibi animées par la franco-albertaine Jeanne Corbin et relatée par le poète et chansonnier Richard Desjardins — à l'opportuniste stratégie du front populaire qui l'amène à appuyer les Libéraux au nom de la lutte anti-fasciste lors de deux élections partielles en 1938 respectivement aux parlements d'Ottawa et de Québec. On a déjà parlé du refus du PC de reconnaître une section canadienne-française autonome. Pour ce parti anglophone, y compris au Québec, Duplessis est un fasciste et même l'ALN est d'abord pro-fasciste malgré un changement de ton après la déconfiture unioniste de l'ALN et le tournant front populaire du PC. Pas question, bien sûr, de reconnaître le droit à l'autodétermination du Québec, même de le reconnaître comme une nation.

Le Cooperative Commonwealth Federation (CCF) prend la place du PO au tout début des années 30 mais sans être lié au mouvement syndical dont les directions sont acquises soit au syndicalisme d'affaires (Conseil des métiers du travail du Canada, ancêtre du CTC), soit au corporatisme catholique (Confédération des travailleurs catholiques du Canada, ancêtre de la CSN). Ce parti au nom uniquement anglais — il ne se donnera un nom français au Québec uniquement en 1955, le parti Social-Démocratique — a ses assises principales dans l'Ouest ouvrier et agricole, héritier des séquelles de la grève générale de Winnipeg et de la gauche populiste des Fermiers unis. Au Québec, il est dirigé par des intellectuels anglophones issus de McGill. Inutile d'ajouter que comme

le PC, il n'arrive pas à pénétrer le Québec populaire sauf sa partie anglophone concentrée à Montréal.

Le deuxième épisode du second tournant s'ouvre avec la Deuxième guerre mondiale. Commence alors la massive industrialisation-urbanisation du Québec avec ses effets drastiques sur la société francophone qui aboutiront politiquement et culturellement lors du troisième tournant. Une vague de grève submergera le Québec particulièrement dans l'industrie de guerre en 1942 et 1943. Malgré eux, cette vague élargit le nombre de membres et l'influence des deux partis de gauche. Un candidat CCF, désormais soutenu par la nouvelle centrale syndicale formée en 1940 issue du syndicalisme industriel du CIO étasunien, se fit élire en Abitibi en 1944 au parlement de Québec. De même, un candidat d'un parti qui est un front du parti Communiste, le parti Ouvrier progressiste (POP), se fit élire dans une circonscription montréalaise en 1943 et en 1945 au Parlement d'Ottawa avant d'être déporté dans sa Pologne natale dans le cadre de la chasse aux sorcières de la Guerre froide.

Cependant, l'un comme l'autre parti ratent complètement la crise de la conscription de 1942. Le PC, après avoir soudainement fait la cour aux nationalistes de l'ALN dans leur période « anti-impérialiste » de l'alliance Hitler-Staline de 1939-41, fit un autre virage anti-fasciste, pro-conscription, pro-Libéral... et anti-grève plus ou moins suivis par ses militants de base. Le virage droitiste du PC fut tellement prononcé qu'il laissa sur sa gauche le CCF qui s'en tint à sa ligne de socialisme démocratique, d'indépendance des Libéraux et de soutien aux grèves. Reste que le CCF, lui aussi, appuya le « oui » à la conscription en plus d'être favorable à la centralisation des pouvoirs à Ottawa.

La crise de la conscription et l'insensibilité de la gauche politique à la question nationale favorisa l'émergence du Bloc populaire canadien (BPC), agrégeant d'anciens alénistes, dissidents Libéraux et nationalistes dont des syndicalistes catholiques. Le Bloc réussit à faire élire une poignée de députés à Québec et Ottawa lors des élections de 1944 et 1945 sur la base d'un programme à la fois familialiste et réformiste dont l'épine dorsale était nationaliste mais non indépendantiste. Son score électoral fut quand même nettement plus élevé que les deux partis fédéralistes de gauche. Toutefois, l'UN, bien enraciné hors Montréal dans un Québec resté traditionaliste et bénéficiant d'une carte électorale nettement biaisée en faveur des campagnes, récupéra la thématique autonomiste aux dépens du Bloc tout comme les Libéraux de King, inquiets de la montée du CCF hors Québec dont sa victoire électorale en Saskatchewan en 1944, infléchit nettement à gauche son programme, ce qui leur regagna à tous deux la faveur des Québécois suite à la crise de la conscription.

Le deuxième tournant connut son épilogue dans la dizaine d'années après la Deuxième guerre mondiale. Loin de connaître un retour de la crise et même une « troisième guerre mondiale » comme plusieurs analystes de droite ou de gauche le craignaient, le monde capitaliste vogua dans l'ère béni des « trente

glorieuses » (1945-1975) grâce aux concessions démocratiques et socio-économiques majeures de la bourgeoisie mondiale effrayée par la montée révolutionnaire française et italienne puis chinoise et du sud-est asiatique. Le Québec, comme le Canada, sortit de la zone des tempêtes et la gauche anticapitaliste, qui dans les deux premiers tournants avait toujours su tirer son épingle du jeu malgré le dérapage stalinien et chauvin des années 30, y entra par la porte de la chasse aux sorcières de la guerre froide.

Le BPC disparut noyé dans la prospérité. Le PC entra en crise dont il ne se releva pas, crise amorcée par la question nationale québécoise en 1947, où près de la moitié des membres québécois quittèrent, et achevée par la répercussion de la déstalinisation inachevée de Khrouchtchev en 1956. Fondamentalement, le PC paya le prix de sa capitulation à la bourgeoisie dite « progressiste » qui, le danger passé, lui régla son compte sans que la base ouvrière, convaincue du succès de la stratégie du Front populaire, vainqueur du fascisme et garant de la nouvelle prospérité, ne le défendit. Le CCF, qui fit sa part dans la chasse aux sorcières, en profita pour devenir le seul référent de gauche dans le mouvement syndical et populaire pan-canadien dont au Québec. Ainsi les directions syndicales, presque toutes anti-communistes, en vinrent-elles à être partagées entre appui officiel au CCF et refus de se lier à un parti politique, surtout chez les syndicalistes catholiques mais aussi chez ceux apparentés à l'AFL étasunienne, en réalité un appui tacite aux Libéraux quand ce n'était pas à l'UN. PC et CCF firent certains ajustements à propos de la question nationale québécoise, dont reconnaître le Québec comme nation pour le premier et se donner un chef francophone au Québec pour le second, mais c'était trop peu, trop tard.

**Le troisième tournant** fut plus complexe, moins hégémonique, et s'est déroulé à la fin des « trente glorieuses » pour se consolider durant l'ère néolibérale. La voie fut pavée par la dite « révolution tranquille », en fait une modernisation/démocratisation fort turbulente, lancée par les élections de 1960/62 qui aboutit lors des élections de 1970/73/76 à la substitution du PQ aux dépends de l'UN. La conjoncture de ce troisième tournant fut fort différente de celle des deux premiers marqués par de profondes crises économiques et enclenchés ou parachevés par une crise nationale aiguë. Ce troisième tournant découla d'une nécessité de rattrapage économique, sociale et politique ressenti à la fois par toutes les classes sociales, en particulier celles urbanisées devenues majoritaires. On peut dire qu'il résulta d'une anti-crise, d'une sorte de crise de la prospérité d'après guerre à laquelle l'UN, dont la base reposait sur les secteurs et zones les moins touchés par l'industrialisation et l'urbanisation, était incapable de répondre.

Ce troisième tournant fut initié par le parti Libéral devenu le parti normal de la bourgeoisie, tant au fédéral qu'au Québec, depuis les suites de la rébellion Riel. Il aurait pu en être autrement si la nouvelle FTQ, née de la fusion des filiales québécoises de l'AFL et de la CIO, avait donné suite à l'idée fort discutée en son

sein à la fin des années 50 de former un parti syndicaliste en opposition à l'Union nationale au lieu de finir par appuyer critiqueusement le PLQ au lieu du CCF provincial. Après la chasse aux sorcières et avec la fin de la guerre de Corée, lesquelles avaient arrêté l'offensive syndicale de la guerre achevée avec l'obtention de la formule Rand en 1946, il y eut une remontée des luttes syndicales (rail, Louiseville, Dupuis Frères, textiles, Murdochville, Noranda, Alcan, La Presse, Radio-Canada... toutes anticipées par celle de l'amiante en 1949). Ces luttes stigmatisèrent le régime Duplessis et firent pression sur les directions et militants syndicaux pour construire une alternative politique au Québec. Le choix était entre un CCF demeuré largement insensible à la question nationale québécoise et un parti Libéral qui, tirant les leçons d'un gouvernement Godbout certes réformiste (vote des femmes, instruction obligatoire, nationalisation partielle de l'hydro-électricité) mais soumis à Ottawa (assurance-chômage fédéralisée, conscription) venait de prendre ses distances du grand frère fédéral en se dotant de structures autonomes démocratiques et d'un programme « autonomiste » de réformes.

Sans qu'il n'y paraisse à première vue, le choix crucial s'est joué au congrès de 1955 de la nouvelle fédération québécoise apparentée au CIO étasunien, qui existera de 1952 à la fusion de 1957 avec la très conservatrice centrale liée à l'AFL qui était allée jusqu'à souvent appuyer l'UN. Ce congrès adopta un « *Manifeste du peuple du Québec* » qui préconisait le socialisme démocratique. Passant de la parole aux actes, le comité politique proposa la création d'un parti ouvrier « *distinctement québécois* » avec un programme proche de celui du CCF mais organisationnellement indépendant de celui-ci. Cette proposition est rejetée à 61% et l'appui au CCF est maintenu. Les membres de ce comité et d'autres forment alors la « Ligue d'action socialiste » qui convainc la centrale d'appuyer le « Rassemblement » de la « gauche démocratique » anti-UN. Mais peu après, ce Rassemblement éclate sur la question de l'admission des Libéraux en son sein. Pierre-Elliott Trudeau, de Cité libre, et Jean Marchand, alors secrétaire de la centrale catholique qui deviendra la CSN en 1960, deux piliers du Rassemblement, feront la carrière que l'on sait chez les Libéraux fédéraux. La centrale fusionnée, qu'on nomme FTQ, et la CSN en viennent rapidement à appuyer officiellement ou officieusement le CCF au fédéral, qui se transformera en NPD en 1961 comme parti organiquement lié à la centrale pan-canadienne, la CTC, tout comme l'était le PO du début du siècle mais avec une direction politique distincte des chefs syndicaux. Au Québec, ce sera finalement l'appui « critique » au PLQ qui s'imposera.

Il fallut attendre à la deuxième partie des années 60 pour que les directions syndicales commencent à remettre en question leur choix stratégique. En effet, la décennie 65-75 fut le sommet de la vague gréviste de la deuxième moitié du XX<sup>ie</sup> siècle au Québec, particulièrement dans le secteur public, sans compter les grandes manifestations linguistiques et l'émergence des organisations populaires dans les quartiers tout comme les organisations féministes dont les mobilisations se prolongèrent jusqu'au début des années 80. Si l'aspect modernisation de la

dite révolution tranquille, symbolisé par la nationalisation de la production hydroélectrique — sauf l'Alcan et quelques autres compagnies — et la réforme de l'éducation — en oubliant la déconfessionnalisation — bénéficia d'un soutien généralisé, l'aspect démocratisation, en termes de réformes sociales, linguistiques et institutionnelles, sauf pour la suppression du patronage, se heurta rapidement aux réticences de la bourgeoisie qui prit peur des revendications de la jeunesse ouvrière nouvellement scolarisée tant dans les institutions post-secondaires qu'au sein des syndicats et des nouveaux groupes populaires.

Cette peur se transforma en panique quand il devint évident que la revendication de l'indépendance nationale cristallisait toutes ces grandes mobilisations qui émergeaient et que le RIN, parti indépendantiste, réformiste de gauche, de la rue comme des urnes, paraissait en mesure de capter politiquement comme le laissait entrevoir tant son *membership* de 14 000 membres que son score de près de 6% aux élections de 1966. Non seulement le score électoral du RIN était-il honorable pour un premier essai mais il dépassait significativement celui de la droite indépendantiste, le Rassemblement national (RN). Cependant, le RIN émergeait non pas de la gauche mais du mouvement national. Les militants de l'aile nationaliste du NPD, scissionnant avec l'aile fédéraliste, avaient bien fondé en 1963 le parti Socialiste du Québec (PSQ), presque trois ans après le RIN, mais ne comprirent pas l'importance stratégique de la revendication de l'indépendance malgré une aile indépendantiste en son sein provenant entre autre du groupe Action socialiste pour l'indépendance du Québec fondé en 1960. Le RIN, au contraire, non seulement avait-il été le continuateur de l'Alliance laurentienne fondée en 1957 dont il avait repris l'idée indépendantiste tout en rejetant son orientation sociale corporatiste et chrétienne, mais il reprit du PSQ l'essentiel de son programme social de centre-gauche, ayant compris que le vent avait tourné avec la montée du mouvement de décolonisation du tiers monde, apparentée selon eux à la lutte nationale du Québec, et l'industrialisation-urbanisation du Québec.

La table était mise pour qu'une troisième fois, après le parti National et l'Action Libérale Nationale, émerge du parti Libéral un nouveau parti pour dévoyer dans le marais de l'électoratisme ce grand mouvement de libération nationale qui, pour la première fois dans l'histoire du Québec depuis l'échec de la révolution démocratique/nationale de 1837-1838, renouait avec la lutte pour l'indépendance, revendication apparue après la défaite de la lutte armée de l'automne 1837. La naissance du PQ allait tasser le RIN, qui se dissoudra rapidement — son réformisme de centre-gauche ne faisait pas le poids face à son nationalisme indépendantiste — quitte à ce que ses membres soient admis un à un dans le nouveau parti alors que le plus modeste RN y sera intégré armes et bagages y incluant une vice-présidence. Le mouvement Parti pris, le guide idéologique de la gauche nationaliste, alla jusqu'à suggérer l'étapisme indépendance puis socialisme pour justifier le ralliement au PQ. *Last but not least*, profitant de l'erreur stratégique du terrorisme d'Octobre 70 découlant de



l'analyse erronée du Québec comme une colonie, le PQ s'imposa comme direction politique à un mouvement national désorienté.

L'hégémonie du PQ résista sans trop de peine à la radicalisation des directions syndicales du début des années 70, poussées par une base très combative qui alla jusqu'à occuper deux villes moyennes lors de la grève du Front commun de 1972. Un an plus tard, la nouvelle force du PQ se traduisit dans les urnes malgré la forte déformation du système uninominal à un tour : le PQ était devenu le parti de l'alternance. L'épilogue de ce nouvel échec de la gauche politique fut l'émergence des partis maoïstes, PCO et En lutte, à la fin des années 70 alors que la domination péquiste sur les mouvements national et populaire était déjà consolidée et, pour ajouter l'insulte à l'injure, leur rejet, « au nom de l'unité de la classe ouvrière », de la revendication de l'indépendance, sans compter leur appui critique à l'impérialisme étasunien au nom de la lutte contre le « social-impérialisme » et leur mode de fonctionnement ultra-verticaliste et sexiste, ce qui enlevait toute crédibilité à leur critique pertinente du caractère bourgeois du PQ.

Si par la suite, de 1976 à 2007, le PQ partagea le pouvoir avec le PLQ, la raison en est que contrairement aux deux premiers tournants où les périodes post-tournant furent des périodes de prospérité économique relative suivant de profondes crises économiques, le contraire caractérisa le troisième tournant et ses suites. L'année 1976, moment de la prise du pouvoir du PQ, correspond à une importante crise économique qui se renouvela au début des années 80. Sans compter son effet sur le référendum de 1980 — le début des périodes économiques difficiles favorise habituellement le statu-quo —, cette crise signifia la fin des « trente glorieuses » et annonça l'ère néolibérale. Le PQ, qui, pressé par son électorat progressiste et ses membres indépendantistes, avait quand même fait des réformes significatives avant 1980, prit un virage néolibéral en 1982 imposé par son conformisme capitaliste désormais libre-échangiste. Sa base électorale ainsi aliénée, il dut en 1985 laisser la place au PLQ. Le dernier spasme de la gauche politique, en réaction à la fois à l'adaptation du PQ au néolibéralisme et aux déviations mao-staliniennes, sera le Mouvement socialiste (MS) sur la base d'un programme indépendantiste, socialiste et pour l'égalité femme/homme. Cependant, arrivé non seulement une fois le PQ bien en selle mais au début du ressac néolibéral ce qui le condamnera à n'être qu'un feu de paille sans lendemain en ces temps de démobilisation générale. N'aidèrent pas non plus le bureaucratisme anti-communiste d'une partie de ses dirigeants issus du mouvement syndical qui persuadèrent la base d'expulser ses militants trotskystes qui avaient pourtant dissous leur organisation tout en assurant une grande partie de la militance.

Si le PQ put reprendre le pouvoir en 1994, c'est aussi suite à une conjoncture économique/nationale qui lui fut favorable. La crise économique du début des années 90 se conjuga à une reprise de la lutte nationale à la fin des années 80 contre le démantèlement de la loi 101, laquelle lutte culmina dans la crise nationale de l'après-Meech que dénoua la fondation du Bloc et la « main

tendue » du PQ au PLQ. Ce nouveau dévoiement électoraliste enlisa le mouvement national dans la Commission Bélanger-Campeau, antichambre du retour au pouvoir politique du PQ. Comme en 1976, le prix de la récupération électoraliste du mouvement de libération nationale fut la promesse d'un référendum. Pour conjuguer de nouveau indépendance et « projet de société » — et refaire l'alliance des ailes « purzédure » et sociale-démocrate, devenue sociale-libérale, tout en faisant oublier le tournant néolibéral de 1982 — la direction péquiste, faute de réformes préparatoires comme entre 1976 et 1980, mit en scène une vaste consultation publique sans obligation de résultat, la « commission nationale sur l'avenir du Québec », pour créer les conditions d'un référendum très risqué mais gagnable.

Ce renouveau de la lutte nationale du tournant des années 90, qui ne fut cependant qu'un écho de celle menée vingt ans plutôt parce que l'articulation quasi automatique avec la lutte sociale avait été minée par le néolibéralisme, résulta quand même, paradoxalement, en un référendum qui passa beaucoup plus près du but, ce qui aurait déclenché une dynamique dont il serait spéculatif d'imaginer le scénario. Reste qu'il faut tirer les leçons politiques du fait que moins de social ait donné plus de national. Cela résulte de l'élargissement sans cesse croissant du rejet de l'oppression nationale depuis la Confédération mais aussi de l'incapacité de la gauche politique de fusionner ce rejet à la question sociale de sorte à faire aboutir un Québec indépendant à la fois du fédéralisme et du capitalisme. Cette fusion à faire l'a comprise alors une partie de la gauche politique comme la deuxième mouture du PSQ l'avait compris à la fin des années 60 avant de sombrer. Le NPD-Québec mua d'abord en parti indépendantiste, qui fit parallèlement et en toute indépendance organisationnelle la campagne du « oui » de 1995, puis se transforma en parti anti-capitaliste en devenant le parti de la Démocratie socialiste (PDS). Ce fut le point de départ du renouveau de la gauche politique qui essaie de faire sa place dans le quatrième grand tournant.

De ces trois tournants se dégagent des **éléments structurels**. La société québécoise, confrontée à des crises majeures, à la fois socio-économiques et nationales même si décalées temporellement, rompt le cycle de l'alternance propre au parlementarisme britannique. Chaque fois, elle a choisi des partis nationalistes, de gauche ou de droite — on constate d'ailleurs une alternance gauche-droite-gauche-droite(?) — comme nouveau parti de l'alternance. Chaque fois, la gauche politique a cherché à proposer une ou des alternatives qui subordonnaient la résolution de la question nationale à la question sociale quand elle ne la niait pas complètement. Chaque fois, la petite bourgeoisie nationaliste a damé le pion à la gauche, puis la petite-bourgeoisie modérée à celle radicale, quitte à lui emprunter des éléments de son programme social.

Chaque fois, la gauche radicale, fort réduite, s'est très momentanément unie à la gauche modérée pour tenter de construire un parti unitaire dont l'épine dorsale aurait été la question nationale, dans les deux premiers tournants sous la forme

de l'indépendance organisationnelle, dans le troisième sous la forme de la revendication de l'indépendance politique. Chaque fois, après un ou de brefs moments d'unité, la gauche modérée, qui s'accommode du capitalisme, a rejeté la gauche radicale, anticapitaliste, une fois commencé le reflux des luttes. En simplifiant énormément, on peut distinguer trois figures proéminentes de cette gauche anticapitaliste ayant compris qu'au Québec la question nationale est l'épine dorsale de la libération du peuple québécois du joug capitaliste/fédéraliste.

Albert St-Martin, comme on l'a souligné, avait le premier compris la nécessité de l'indépendance organisationnelle de la gauche québécoise à un moment où partis politiques, toutes tendances confondues, et les centrales syndicales n'étaient que des succursales canadiennes et même étasuniennes. Henri Gagnon, pourtant engoncé dans le PC stalinien, a non seulement mené la lutte contre le chauvinisme national, ce qui l'a contraint à quitter le PC lors de la crise de 1947 et à former un éphémère parti Communiste du Canada français, mais il a aussi mené la lutte pour la démocratie interne et celle pour la reconnaissance du travail non syndical suite à son expérience comme dirigeant de la lutte du logement immédiatement après la guerre quand la pénurie de logis populaires était très aiguë, anticipant le foisonnement des luttes populaires des années 60.

Michel Mill, jeune ontarien unilingue anglophone, arrive au Québec au milieu des années 60 pour refonder une branche québécoise de la Quatrième Internationale. Très rapidement, il s'intègre au point de parler le français sans aucun accent et joue un rôle non négligeable dans les grandes mobilisations syndicales et autres de cette glorieuse époque. Surtout, au sein de la dernière mouture du PSQ, après le démantèlement du RIN, il tente de regrouper les multiples petits groupes politique de la gauche radicale pour former un parti indépendantiste de gauche capable de résister au tout nouveau PQ. On ne saurait, non plus, passer sous silence, vingt ans avant le premier tournant, au moment de la Confédération, la lutte du « rouge » et, idéologiquement parlant, saint-simonien Médéric Lanctôt qui fonda la première centrale ouvrière du Québec à Montréal à la fois pour défendre les intérêts politiques et sociaux de la classe ouvrière mais aussi comme base organisationnelle afin de s'opposer, lors de l'élection de 1867, au pacte confédératif. Il faillit même l'emporter sur Georges-Étienne Cartier contre lequel il se présenta.

L'annexe représente schématiquement le système des partis de chaque tournant et de leurs suites.

#### Bibliographie de la partie historique

*Albert St-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947)*, Claude Larivière, Éditions Albert St-Martin, 1979

*Canada-Québec, Synthèse historique*, Lacoursière, Provencher et Vaugeois, Renouveau pédagogique, 1978

*Histoire du mouvement ouvrier au Québec*, coédition CSN et CEQ, 1984

*Histoire du Québec contemporain, De la Confédération à la crise*, Linteau, Durocher et Robert, Boréal, 1986

*Histoire du Québec contemporain, Le Québec depuis 1930*, Linteau, Durocher, Robert et Ricard, Boréal, 1986

*Les communistes au Québec, 1936-1956*, Robert Comeau et Bernard Dionne, Presse de l'Unité, 1980

*Partis politiques et comportement électoral au Canada*, Bickerton, Smith et Gagnon, Boréal, 1999

*Scènes de la vie en rouge, l'époque de Jeanne Corbin*, Andrée Lévesque, Remue-ménage, 1999

... et recherches sur le web (Albert St-Martin, Bloc populaire, Fred Rose, Médéric Lanctôt, RIN, etc.)

### **L'élection 2007 : élargissement nationaliste mais à droite**

En 2007, encore une fois, le peuple québécois n'en pouvait plus des Libéraux. La priorité sur la santé promise en 2003 et réitérée en 2007 était une mauvaise farce comme l'ont révélé maints intervenants durant la campagne électorale. Les priorités réactionnaires de la baisse massive d'impôt et de la « réingénierie » ont été jetées aux orties jusqu'à ce que l'on comprenne que celle-là l'emportait sur la santé à condition d'être financée par Ottawa et que celle-ci a dû être mise en sourdine le temps d'écraser le mouvement syndical en décembre 2005. Ensuite, il était trop tard pour ce genre de chirurgie à froid pour qui veut être réélu. La sagesse populaire l'a très bien compris elle qui a rejeté ce bilan sur lequel le PLQ a eu le front de faire sa campagne. Quant au second volet de la campagne Libéral, une campagne de peur anti-séparatiste, le PLQ a dû rapidement laisser tomber tant la majorité de l'électorat, d'une part, réalise l'impossibilité d'un référendum dont ni lui ni la direction péquiste ne veulent et, d'autre part, réagit viscéralement au mépris grossier du chauvinisme fédéral depuis le scandale des commandites.

Ce rejet des Libéraux aurait normalement dû bénéficier au PQ, le parti de l'alternance. Comme on l'a vu, les élections du PQ en 1976 et en 1994 furent la conséquence de mobilisations nationales électoralisées. Cependant, depuis 1995, il n'y a pas eu une troisième vague de mobilisation, sauf les très ponctuelles manifestations altermondialistes qui ne furent surtout pas des mobilisations nationales. La Marche des femmes de l'automne 2000, le Sommet des peuples du printemps 2001, la grande manif anti-guerre de février 2003 ne s'enracinèrent finalement pas dans le terreau social. Sauf, on le verra, pour la militance politique/sociale et la jeunesse étudiante, elles furent sans lendemain. Leur effet mobilisateur fut fortement refroidi d'abord par l'attaque du World Trade Centre et surtout par l'invasion de l'Iraq au printemps 2003 qui se déroula exactement au même moment que les élections québécoises, ce qui ne fut pas sans effet sur le vote de gauche... ce qui rend plus facile aujourd'hui à la direction de QS de prendre ce résultat modeste comme point de comparaison.

L'hécatombe des coupures du déficit zéro, auxquelles ont consenti les directions des mouvements sociaux embourbées dans la « concertation » péquiste à laquelle elles n'ont pas renoncé, a produit d'abord l'absence totale de riposte à la loi dite de la clarté de l'an 2000 et surtout la capitulation face aux lois scélérates de décembre 2003 et finalement face à l'imposition de la convention collective à rabais du secteur public en décembre 2005. Les mobilisations altermondialistes avaient peut-être préparé le terrain pour des ripostes syndicales spontanées, des votes de grève et surtout une longue et ample grève étudiante. Mais sans perspective antilibérale, programmatique et organisationnelle, dans le contexte d'une offensive du néolibéralisme guerrier, ces sursauts furent vite maîtrisés par les directions concertationnistes et furent sans effet sur l'issue finale. On peut, cependant, espérer qu'en émerge une nouvelle couche militante.

La défaite stratégique de décembre 2005 a immédiatement entraîné un tassement des autres mouvements sociaux. Les directions nationales environnementales ont succombé au charmes du plan vert du PLQ malgré Orford et Rabaska dont l'organisation de la riposte a été laissée à des groupes locaux. Les directions étudiantes n'ont pas mobilisé durant la campagne électorale contre la volonté du PLQ de hausser les frais de scolarité — seule la direction la plus radicale, mal inspirée par ses conceptions anarchistes, a organisé une journée de grève militante *le lendemain* des élections pour ne pas aider le PQ qui était le seul grand parti favorable au maintien du gel des frais de scolarité —, malgré le succès sans précédent de la grève de 2005. Étant donné la hausse de scolarité annoncée et la débandade des finances de l'UQAM qu'on veut faire payer aux professeurs et aux étudiants, peut-être y a-t-il espoir de grève étudiante à l'automne ? Les directions féministes, peut-être subjuguées par le règlement de l'équité salariale dans le secteur public, se sont montrées incapables d'organiser une manif du 8 mars.

Non seulement les mobilisations altermondialistes ont-elles peu pénétré la société mais elles l'ont fait au détriment de la question nationale au point de créer une fausse contradiction entre lutte pour l'indépendance et luttes mondialistes contre le libre-échange, contre la guerre et contre l'effet de serre. Beaucoup d'altermondialistes comprennent l'indépendance comme un repli identitaire, ce qui a paradoxalement comme effet de laisser le terrain de la direction de la lutte pour l'indépendance à la droite nationaliste qui, justement, la réduit à une question identitaire. C'est le drame de cette élection-ci. Non seulement la direction nationaliste droitière s'est-elle quantitativement renforcée, même divisée, gagnant près de 60% du vote, alors que l'appui populaire à l'indépendance ou tout au moins à un rejet du fédéralisme reste fort selon les sondages, mais en plus elle l'a fait qualitativement en ce sens que l'aile autonomiste-identitaire adéquiste a pris le dessus sur l'aile souverainiste-citoyenne péquiste.

Ce serait une illusion que de se consoler avec l'affaiblissement historique du parti fédéraliste. Ce serait aussi une grave erreur de penser que l'ADQ est fédéraliste parce qu'il n'est pas souverainiste — le PQ est-il d'ailleurs vraiment indépendantiste ? — alors qu'il s'est séparé du PLQ sur la base du rapport Allaire, qu'il a fait campagne pour le « oui » en 1995, qu'il favorise une citoyenneté et une constitution québécoise. Bien sûr, l'autonomisme adéquiste face à un pouvoir fédéral intransigeant, sauf le temps d'une élection, conduit à un cul-de-sac. La reconnaissance nationale du Québec « dans un Canada uni » — peut-être même seulement la reconnaissance de l'ethnie Québécoise de souche tout dépendant des interprétations — par le gouvernement Harper n'a pour but, d'une part, que d'en finir avec la forme souverainiste du nationalisme, déjà affaiblie par le néolibéralisme péquiste et, d'autre part, préparer le terrain pour la réduction des transferts fédéraux au nom de l'autonomie budgétaire. Ceci dit, la souveraineté référendaire sans « turbulences » du PQ est-elle plus réaliste que l'autonomisme adéquiste ?

Le discours fédéraliste (et ultra-droitiste) de Toronto du chef adéquiste en septembre 2002 infirme-t-il ce constat ? Il est, au contraire, la preuve que celui-ci ne peut pas faire ce qu'il veut au gré de la conjoncture. Ce tournant momentané fédéraliste/ultra-droite alors que l'ADQ trônait au sommet des sondages avait précipité la brusque baisse de popularité subséquente peu avant les élections de 2003. Comme l'avait alors constaté le politologue Christian Dufour, « *Ce qui a vraiment coulé l'ADQ, c'est que Mario Dumont a renoncé de façon inexplicable à son capital de base nationaliste, qui était énorme.* » (Le Devoir, 12/13 avril 2003). Il ne faut pas se surprendre outre mesure de cette montée de lait fédéraliste de la part de la direction adéquiste pas plus qu'il ne le fallait de celle du « beau risque » de René Lévesque suivi de l'affirmationnisme de Pierre-Marc Johnson. L'ADQ comme le PQ sont deux émanations de l'aile nationaliste du PLQ dont le but ultime est de ramener les brebis égarés au bercail du statu-quo fédéraliste à la première occasion. Heureusement, le peuple québécois veille au grain se rebiffant à toute proposition de capitulation.

Malgré ce tournant électoralement désastreux pour lui, le sociologue et expert en sondages Pierre Drouilly constatait que « *[l]a progression du vote adéquiste [de 11,81% en 1998 à 18,18% en 2003] est due, pour sa part, essentiellement aux gains qu'il a faits sur le parti Québécois dans une trentaine de circonscriptions.* » (L'annuaire du Québec, 2004) À ce gain de 6.4 points de pourcentage essentiellement aux dépens du PQ s'ajoute un autre de 2 points de 1994 à 1998. Ce que constatant, l'ADQ revint, en décembre 2003, à une position pro rapport Allaire qui devint officiellement une position « autonomiste » en septembre 2004 au même moment où ce parti opta pour une tactique résolument populiste lors de l'élection partielle de Vanier en soutien à la cause de l'animateur radiophonique sexiste Jeff Fillion. Ne restait plus qu'à amalgamer autonomisme et populisme réactionnaire, ce que fit l'ADQ lors de l'affaire des « accommodements raisonnables » qui lança sa poussée électorale pour l'élection de 2007.

On pourrait objecter que les gains adéquistes de 2007 (12,7 points de pourcentage par rapport à 2003) se sont faits cette fois-ci aux dépens des pertes du PLQ (12,9 points). Ce serait ignorer la nouvelle baisse relative du vote péquiste (5,1 points) qui va pour moitié à Québec solidaire (2,6 points par rapport à l'UFP en 2003) et pour moitié à l'ADQ. Même si les pertes du PLQ sont allées surtout à l'ADQ, elles sont aussi allées aux Verts (3,4 points) comme le montre une analyse détaillée des résultats de Mercier et Gouin. Dans Mercier, les gains de QS (11 points) se font exclusivement aux dépens des pertes péquistes (12 points) tandis que les pertes du PLQ (9 points) vont certes à l'ADQ (2 points) mais essentiellement aux Verts (8 points). La situation n'est pas tellement différente dans Gouin : les gains de QS (21 points) se font surtout aux dépens des pertes du PQ (16 points) tandis que les pertes du PLQ (12 points) vont tant à l'ADQ (4 points) qu'aux Verts (4 points) tout en comblant la différence de 4 points entre les gains de QS et les pertes du PQ. St-Marie-St-Jacques présente aussi une situation semblable : gains de 8 points, 7 points et 3 points pour respectivement QS, les Verts et l'ADQ, pertes de 9 points et 6 points pour respectivement le PQ et le PLQ.

Le parti Vert étant un parti fédéraliste de droite, il est tout à fait normal qu'il capte l'essentiel de son vote chez les Libéraux, plus précisément chez les conservationnistes style National Geographic. Il est complètement erroné de faire l'hypothèse que QS aurait capté le vote des Verts si ceux-ci s'étaient désistés. Plus globalement, si on analyse l'évolution électorale depuis 1994, on constate que la montée de l'ADQ s'est faite aux dépens tant du PQ que du PLQ dans une proportion d'environ 50/50. La base adéquiste empêche donc toute allégeance tant au fédéralisme qu'au souverainisme. Toutefois, les pertes du PLQ aux dépens de l'ADQ sont des pertes dans son électorat francophone, plus précisément la partie la plus nationaliste (et conservatrice) de l'électorat francophone du PLQ, celle qui n'était pas à l'aise avec l'urbanité péquiste, celle qui favorise un fédéralisme renouvelé dans le sens d'accorder davantage de pouvoirs au gouvernement du Québec qu'elle perçoit comme son gouvernement. En ce sens, la base de l'ADQ est non seulement francophone, fortement québécoise de souche, mais carrément nationaliste.

Toutefois, le PLQ, si affaibli soit-il, a toujours le pouvoir et son programme antisocial trouvera un puissant écho, si ce n'est un stimulant, du côté de la privatisation prônée ouvertement et franchement par l'ADQ avec son complément d'autonomisme social du chacun sa petite famille traditionnelle, sa clinique de santé, son école et sa municipalité, d'autant plus que le PLQ a écrasé le mouvement social après que le PQ l'eut neutralisé par sa concertation. Bien sûr, il y aura maintes gesticulations pour faire porter le chapeau des mauvaises nouvelles à l'autre parti et paraître pour ce qu'on n'est pas. Même le PQ, affaibli et apeuré par la perspective d'élections rapides, jouera le jeu des alliances tactiques et des manœuvres. Reste que si PLQ et ADQ sont certes des adversaires, ils le sont comme frères ennemis ayant besoin l'un de l'autre alors

que la rivalité ADQ versus PQ est existentielle comme porteur mutuellement exclusif du ballon nationaliste se disputant la même base électorale.

On se dit que le PQ comprendra que son seul avenir possible est souverainiste surtout si on se rappelle que « l'affirmationnisme » des années 80 avait failli le faire disparaître. Mais comment rester souverainiste tout en se débarrassant de la suicidaire stratégie référendaire si on persiste dans la voie néolibérale ? SPQ-libre voudrait bien en revenir à la social-démocratie des origines pour renouer avec la base sociale populaire du souverainisme, ce que pourraient admettre à la limite les « purzédurs » malgré leur manichéisme séparant hermétiquement le national du social découlant de leur idéologie du grand rassemblement national toutes classes confondues. Ce serait ne pas comprendre la raison d'être du PQ comme parti petit-bourgeois issu de l'aile nationaliste du PLQ dont la mission historique était le dévoiement électoraliste du mouvement de libération nationale, ce qu'il a parfaitement réussi au tournant des années 70 avec Lévesque tout comme au tournant des années 90 avec Parizeau et Bouchard, fondateur du Bloc.

Comme aujourd'hui le mouvement de libération nationale est en profond sommeil, même s'il survit à l'état latent comme opinion publique, la bourgeoisie croit que le moment est propice pour revenir à l'autonomie identitaire duplessiste, paradoxalement sur la base du laïcisme au lieu de la religion, ce que le chef adéquiste admet fort candidement et ce à quoi aspire le chef péquiste comme seule façon de se débarrasser du boulet référendaire quitte à garder le souverainisme comme discours du dimanche. En effet, découpler souveraineté et étapisme référendaire sans suicide électoraliste signifierait ressouder souveraineté et « projet de société », ce qui va bien au-delà de l'interventionnisme étatique blairiste que favorise la direction Boisclair comme mode d'insertion du Québec dans le marché mondial.

Si la bourgeoisie a dû accepter la légitimité du couplage social-démocratie et souverainisme au moment de la fondation du PQ au point qu'il n'y avait nul besoin de l'explicitier, si ce couplage lui était encore tolérable au moment de la prise du pouvoir du PQ en 1976 alors que le régime Trudeau prenait l'offensive du « gel des prix et des salaires » contre le peuple travailleur, aujourd'hui le simple social-libéralisme à la Québec solidaire lui est à peine acceptable même s'il faut bien l'admettre dans la grande joute électorale comme nécessaire exutoire sociale. À choisir entre néolibéralisme fédéraliste ou nationaliste, à visage souverainiste ou autonomiste, et social-libéralisme au souverainisme incertain, faut-il se surprendre que le taux de participation électorale ait été moins de 1% au-dessus de celui de 2003, lui-même le plus bas depuis 1927.



### **Québec solidaire, parti social-libéral électoraliste au souverainisme tiède**

Il est généralement admis que le PQ est désormais perçu comme étant de centre-droit, ce qu'a repris à son compte l'animateur de « Tout le monde en parle » à l'émission du 6 mars 2007. Ce positionnement politique du PQ a libéré un vaste espace politique à la gauche du centre-droit que seul Québec solidaire (QS) a rempli de façon crédible, ce qui justifiait de voter et de militer pour ce parti au nom du moins pire. Il suffisait à QS, dans le cadre de ses deux grandes priorités, environnement et égalité sociale, tel que souligné par sa porte-parole en chef le 8 mars 2007 à « Maisonneuve à l'écoute », de préciser certaines revendications allant au-delà du gel des frais de scolarité et du maintien des frais de garderie à 7\$ que revendiquait déjà le PQ... en même temps cependant que ce parti propose l'abolition partielle de l'impôt sur le capital. On aimerait de la part du PQ autant de détermination pour la défense du français tant comme langue d'affichage que comme langue de travail. Heureusement, QS qui avait oublié ce petit détail dans sa plate-forme, y a pensé à la dernière minute mais sans toutefois en faire une priorité médiatique.

L'électoralisme devait s'insérer dans le cadre d'une opinion publique socialement de centre-gauche, comme les sondages pré-électorales le laissent voir. Cependant, la convergence de l'appauvrissement et de la flexibilisation néolibérale, que les affaires Olymel et Goodyear venaient cruellement de rappeler, et les défaites sociales majeures des décembre 2003, 2004 et 2005 avaient beaucoup augmenté le sentiment d'insécurité personnelle et identitaire. Cette double réalité contradictoire poussait tous les partis, QS compris, à la surenchère soit sur leur gauche soit sur leur droite ou les deux à la fois. Car c'est par des effets de discours, oubliés après les élections, que partis politiques néolibéraux et sociaux-libéraux tentent de résoudre le grand écart entre la volonté populaire d'égalité et de sécurité et les commandes du capital exigeant un durcissement néolibéral vers plus de privatisation quitte à jouer avec le feu identitaire et sécuritaire tout en faisant l'impasse sur la question de la guerre, sujet tabou de ces élections sous prétexte de respect de la Constitution canadienne. Bel aveu de fédéralisme non avoué de la part des partis dit souverainistes et autonomiste.

L'ADQ a bouleversé toutes les prédictions en se démaquant par sa démagogie de droite sur la base de sa critique quasi raciste et xénophobe des « arrangements raisonnables », démagogie sur laquelle ce parti a ensuite surfé durant toute la campagne tout en l'alimentant par une habile tactique d'annonces parcellaires visant les dites classes moyennes — petite bourgeoisie, aristocratie ouvrière et prolétariat propriétaire de son logis confondus — et francophones des banlieues et des régions du Québec central frappées par la crise manufacturière. [À noter que le PQ a quasiment complètement balayé en députation la ceinture des régions dites éloignées, allant de l'Abitibi à la Gaspésie, dépendantes de l'exploitation des ressources dont certaines en perte (la forêt et la pêche) et

d'autres en croissance (aluminium et hydroélectricité).] En termes de surenchère, PQ et PLQ ont parlé des deux côtés de la bouche, le PLQ plus du côté droit, le PQ plus du côté gauche. QS l'a fait du côté gauche seulement et les Verts, « ni à droite ni à gauche »... mais dans le plus grand respect de la liberté d'entreprise capable, selon eux, d'un capitalisme vert.

Le passage remarqué du porte-parole en second de QS à « Tout le monde en parle », le 6 mars, est un bon échantillon de cette surenchère de gauche. De dire celui-ci, il faudrait payer les dettes en allant chercher l'argent là où elle est, les compagnies contribuent fiscalement moins que ce qu'elles reçoivent alors qu'il y a 50 ans elles contribuaient autant que les particuliers. Fort bien, mais ces dénonciations sont à cent mille lieux de la plate-forme de QS qui préconise un « *retour à un équilibre fiscal entre les entreprises privées et les particuliers* »... en imposant les entreprises d'un modeste 1.5 milliard \$ supplémentaire au bout de quatre ans. Si on se réfère aux chiffres fournis par la documentation de QS, la correction de ce déséquilibre, en 2003, pour revenir à la situation de 1963, signifierait une contribution supplémentaire des entreprises de 50 milliards \$. Pourquoi la montagne de surenchère verbale et écrite accouche-t-elle d'une souris sociale-libérale ?

Toujours selon le porte-parole de QS, il faudrait aller au-delà de la social-démocratie, de la notion de croissance, de l'augmentation de la consommation, repenser l'économie fondamentalement. Le même, dans Le Devoir du même jour, invoque la « *critique du modèle économique dominant* ». La porte-parole en chef, toujours critiquant les Verts, le 8 mars à « Maisonneuve à l'écoute », y allait d'une critique de la sur-consommation et même du « *mode de production* ». En fin de campagne, selon Le Devoir du 23 mars, « *[Amir Khadir] se livre à une longue analyse du système capitaliste où les entreprises n'ont d'autre but que la recherche du profit.* » Fort bien. Pourquoi alors, le 6 mars, avoir dit à Désautels que QS n'était pas socialiste mais qu'il voulait « *civiliser le capitalisme* », ce qui est d'ailleurs tout à fait conforme avec l'orientation du « Manifeste des solidaires », signé et même initié par les deux porte-parole de QS, dont la première revendication est de « *soutenir les entreprises qui répondent à des critères d'utilité sociale et d'intérêt général, des entreprises qui ont une conscience écologiste et sociale...* ».

On pourra trouver trop sévère ce jugement se disant que QS en est à ses premiers pas, qu'il faut respecter la base. La base de QS, tel qu'on peut le déduire de la plupart des contributions des commissions thématiques qui ont préparé le congrès sur la plate-forme et des débats de ce congrès, voulaient aller au-delà du social-libéralisme de la plate-forme proposée par la direction. Heureusement, le congrès l'a quelque peu radicalisée en imposant, par exemple, la nationalisation de l'éolien et un important renforcement de la réforme fiscale mais sans la chiffrer, ce qui a ouvert la voie au recul du « cadre financier » décidé en catimini par la seule direction. Même la revendication phare de « *l'augmentation progressive [je souligne] du salaire minimum à 10 \$ l'heure...* »

par la suite indexé et, en plus, « ...*en offrant un appui aux petites et moyennes entreprises (PME)...* » s'est retrouvée en deçà de l'engagement du gouvernement Libéral de l'Ontario de le hausser à 10.45 \$ en 2010. Il est d'ailleurs assez cocasse de voir Socialisme International, collectif de QS, exiger très pertinemment en Ontario l'application immédiate du 10 \$ l'heure mais de se taire sur le sujet au Québec.

À écouter les porte-parole de QS, les 25 propositions de la plate-forme sont plutôt un plafond infranchissable. Comme le disait la porte-parole en chef à « Maison neuve à l'écoute » du 8 mars, la contrainte de la mondialisation n'est pas un obstacle étant donné la modestie des réformes proposées. De dire au débat à « Ouvert le samedi » du 24 mars, ce n'est pas 51 \$ par mois de plus en impôts qui vont faire déménager les contribuables gagnant 100 000 \$ et plus alors qu'eux ou leurs enfants bénéficient de garderies bon marché et d'absence de frais de scolarité. Voici ce qu'en dit l'argumentaire fourni aux militantes et militants :

*« Notre nouveau palier touche 5% de la population. Pour eux, il s'agirait d'un changement mineur qui serait loin de changer leur mode de vie. Il s'agit de 4% de plus d'impôt pour tout ce qui est au-delà de 84 000 dollars. »*

Pourtant cette même documentation avoue :

*« C'est ce que dévoilait à nouveau le 1<sup>er</sup> mars le Centre canadien pour les politiques alternatives, ces écarts sont à leur sommet depuis trente ans. "Il a découvert que le revenu moyen du groupe le plus riche (10 % de la population) était 82 fois plus élevé que le revenu moyen du groupe le plus pauvre. C'est 2,6 fois plus qu'il y a 30 ans, quand le revenu moyen des mieux nantis était 31 fois plus élevé que celui des plus démunis" ».*

Une autre montagne de verbiage, une autre souris sociale-libérale.

D'ajouter la porte-parole en chef que ce ne sont pas les grandes banques et Wall-Mart qui vont quitter le Québec pour de faibles hausses d'impôt au prix de la perte de leurs clientèles. Quant à l'entreprise manufacturière,

*« D'abord, les entreprises qui peuvent partir le font déjà. Il s'agit surtout des entreprises du secteur primaire (ressources naturelles) et secondaire (transformation). Or, le Québec est surtout une économie tertiaire, c'est-à-dire de services à la population qui dans la majorité des cas ne peuvent pas se délocaliser (ex: les banques, les restaurants, les garderies, les salles de spectacles, etc.). »*

Au diable l'industrie manufacturière ! Il ne faudrait pas qu'on s'imagine non plus que les services ne sont pas exportables tels une grande partie des services financiers et des services à la clientèle, en fait tout ce qui est informatisé. Qu'on se rassure, cependant, « *on ne s'en prend pas à la PME qui crée le plus d'emplois* » de dire la porte-parole en chef ce 24 mars, en oubliant qu'une grande partie des PME sont de plus en plus des filiales, sous-traitants ou franchisés des transnationales et autres grandes entreprises. Elle aurait pu ajouter que QS va même les aider à payer le salaire minimum comme si la

concurrence entre PME pour de pire salaires et conditions de travail que leurs donneurs d'ordre n'étaient pas une condition de leur survie, comme si les subventionner n'était pas subventionner les transnationales qui les encadrent. Quant à la troisième semaine de vacances, « *ce ne peut pas être exorbitant [...]* Cela ne dérangerait pas tant que ça la production. » (Le Devoir, 5 mars)

Historiquement parlant, on reste surpris de voir les similitudes du programme économique de QS avec le programme de « Restauration sociale » de 1935 inspirée de la doctrine sociale de l'Église : troisième voie entre capitalisme et socialisme, opposition aux « trusts » étrangers qui étouffent les petites et moyennes entreprises canadiennes-françaises, mise sur pied de coopératives, encouragement des PME, contrôle par l'État de certains services publics comme l'électricité et le gaz, redistribution plus juste des richesses, harmonisation des rapports entre patrons et ouvriers. (Selon Histoire du mouvement ouvrier au Québec, nouvelle édition, par la CSN et la CEQ, 1984, page 124-5)

En aucune façon les porte-parole de QS n'envisagent de questionner le système de libre-échange et encore moins le néolibéralisme guerrier. Au congrès plateforme, la direction nationale avait écarté toutes les propositions du comité thématique altermondialiste pourtant assez modérées au point de laisser tomber le rejet de l'ALÉNA, un acquis du Sommet des peuples d'avril 2001 à Québec. On se souvient, d'ailleurs, qu'il a fallu la prise de position du NPD et une démission fracassante du responsable au programme pour que la direction de QS se rallie à la demande du retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan. En fait, non seulement la direction de QS ne s'oppose-t-elle pas à la globalisation capitaliste mais elle s'y rallie :

*« Actuellement, un autre élément viendrait prohiber une hausse démesurée des prix suite à une hausse de taxe. Il s'agit de la compétition internationale face à laquelle est placé le Québec depuis qu'il a adhéré à des traités de libre-échange et à des ententes commerciales qui abaissent les barrières tarifaires. »*

Et pour que les PME ne se fassent pas manger tout rond, QS mettra en place « *un programme d'aides substantielles pour permettre aux PME de maintenir un degré de compétitivité égale.* » Cerise sur le gâteau, la politique de prix de l'entreprise privée, grande ou petite, pourrait laisser tomber les pauvres car leurs besoins peu ou non solvables seraient prises en charge par l'économie sociale à coup de subventions directes et indirectes, versus les rabais fiscaux aux fonds de solidarité, et aux conditions de travail que l'on devine. Une mesure sérieuse d'économie sociale serait plutôt de réquisitionner les très nombreux logements vacants haut de gamme pour y loger les pauvres et les sans abris.

Il n'est pas dit non plus qu'elle ne réserve pas à ces chères PME régionales une part du gâteau de l'industrie éolienne et pas seulement les contrats de construction. À son passage à « Maison neuve à l'écoute », la porte-parole en chef a encore une fois répété qu'il ne fallait pas que les profits de l'éolien s'en aillent à l'extérieur du Québec laissant ainsi la porte ouverte à la propriété

d'éoliennes par la PME québécoise dans le cadre de PPP avec Éole-Québec. D'ailleurs, la direction de QS est carrément démagogique quand elle dit qu'elle « *nationalisera le secteur éolien, tout comme le gouvernement du Québec l'a fait avec Hydro-Québec* » alors qu'elle ajoute immédiatement que « *seuls les futurs projets seront nationalisés. Les compagnies existantes pourront continuer leurs activités.* » sachant fort bien qu'Hydro-Québec doit son existence aux importantes nationalisations de 1944 et de 1963.

On peut même douter de sa fermeté à aller de l'avant dans la mise sur pied sans nationalisation de Pharma-Québec — trop cher de dire la porte-parole en chef le 24 mars — tant la comparaison avec la Nouvelle-Zélande est boiteuse. Si en Nouvelle-Zélande, l'industrie pharmaceutique ne comprend en 2006 que 0,8% de l'emploi manufacturier ou 0.1% de l'emploi total, au Québec ces parts sont respectivement de 1.9% et 0.3% sans compter que le ratio export/import des produits pharmaceutiques du Québec y est deux fois plus élevé. Sans attaquer frontalement le pouvoir des institutions financières et des transnationales, il ne suffira peut-être pas, comme le prétend-elle, de continuer à accorder aux richissimes monopoles pharmaceutiques des exemptions fiscales et de payer pour la formation des chercheurs pour ne pas empêcher une grève des investissements.

La direction de QS s'est fréquemment plainte de son accès restreint aux médias durant la campagne. On est certes loin de l'accès égalitaire pour tous les partis reconnus durant la période officielle de la campagne que réclamaient les programmes du parti de la Démocratie socialiste et l'Union des forces progressistes et dont ont joui les douze candidats à la présidence française. Pourquoi alors la plate-forme de QS ne contenait-elle pas cette revendication démocratique élémentaire ? Ceci dit, on est quand même loin du boycott. Une recherche avec l'expression « Québec solidaire » sur les sites de Cyberpresse et du Devoir durant le mois de la campagne électorale donne respectivement 302 et 111 mentions. Un comité citoyen a fait signer une pétition de 25 000 noms pour réclamer que QS et le parti Vert puissent participer au débat télévisé des chefs. L'occasion était taillée sur mesure pour une importante manifestation démocratique organisée conjointement. Y a-t-on seulement pensé ?

Il ne faut pas s'en surprendre. Le programme très social-libéral de QS rime avec la quasi liquidation du parti de la rue. Les conflits sociaux sont devenus très rares depuis l'écrasement sans combat des syndicats du secteur public. On peut parler de véritable désert social. Faut-il rappeler que la direction de QS a sa part de responsabilité dans cette catastrophe qui explique en partie l'échec électoral de QS. Les directions de l'UFP et d'Option Citoyenne, qui ont fusionné par le haut dans la direction de Québec Solidaire, n'ont jamais émis la moindre critique envers la stratégie suicidaire de concertation des directions syndicales alors que pourtant, à l'UFP, le conseil national avait voté une campagne en faveur de la préparation d'une grève générale, campagne consciemment et anti-démocratiquement rejetée par la direction nationale.

La direction nationale a oublié durant la campagne la fermeture de la Goodyear et les drastiques reculs salariaux imposés par Olymel, deux conflits marquants la volonté patronale de profiter de l'écrasement syndical, lesquels s'étaient dénoués en défaite majeure peu avant le début de la campagne électorale. Depuis la fin de la campagne, la direction nationale est restée muette sur les fermetures de la Kruger. Sur le tard, elle fait publier un « texte d'opinion » émanant des militants et militants du comté de Duplessis. On comprend sa réserve quand on réalise que ce texte dénonce le libre-échange et les transnationales comme cause première de ces fermetures et qu'il suggère l'expropriation comme partie prenante de la solution :

*« La raison est que la crise forestière que nous connaissons est liée au traité de libre-échange Canada-États-Unis et à la globalisation des économies. Elle est liée aux grandes entreprises et à la surexploitation éhontée de la capacité de la forêt. Elle est liée à une économie régionale basée sur l'extraction des ressources et à l'exportation vers les États-Unis (le même phénomène nous attend mais cette fois ce sera avec l'hydroélectricité). [...] Le maire de Forestville, M. Gaston Tremblay, a déclaré : « S'il ne veut pas opérer (Kruger), on va le faire à leur place ». Voilà une position courageuse et sensée. Si la compagnie ferme, pourquoi se soumettre et accepter l'inévitable chômage ? »*

Cette vitalité antilibérale et même anticapitaliste de la base de QS est d'ailleurs cette autre raison, à part le vote utile de gauche, de choisir QS malgré sa direction acquise au social-libéralisme et à l'électoralisme. La réaction du comté de Duplessis n'a rien à voir avec le silence complice sur le libre-échange de la plate-forme de la direction nationale, son refus de rompre avec le capitalisme et encore plus celui de ne pas envisager l'expropriation des secteurs-clefs comme les institutions financières, l'exploitation des ressources naturelles et l'industrie pharmaceutique. Souvenons-nous que la porte-parole en chef, à l'émission « Ouvert le samedi » du 11 novembre 2006 de la première chaîne de Radio-Canada, a traité de « *débiles* » les membres de QS d'accord avec l'expropriation des monopoles pharmaceutiques.

Que propose d'ailleurs la plate-forme de QS sur les fermetures d'usines ? Rien, alors que la Goodyear fermait quasi complètement le 31 mars et qu'il y avait eu une manifestation de 4 000 personnes à Valleyfield au début février, on ne trouve aucun écho dans la plate-forme à propos d'une loi d'interdiction de fermetures ou de congédiements massifs par des entreprises qui font des profits. Qu'a recommandé la direction de QS dans le conflit d'Olymel peu avant le début de la campagne ? « Pourtant, c'est seulement en négociant de bonne foi que les deux parties réussiront à s'entendre », *dénonce Amir Khadir, porte-parole national de Québec solidaire* ». Négocier quoi sans rapport de forces : aucune critique des directions syndicales pour leur refus d'en appeler à la mobilisation.

Il y eut un conflit important qui s'est déclenché le 14 mars, en pleine campagne électorale, celui des 2 000 chargéEs de cours de l'Université Laval sans compter la grève depuis la mi-janvier de l'abattoir de porcs Trahan en Mauricie à propos de laquelle on n'a pas dit un mot. La direction nationale, pas plus que la

direction régionale de la ville de Québec, n'ont émis le moindre appui alors que QS tenait une assemblée publique le 23 mars à l'Université Laval avec la porte-parole en chef et le candidat vedette de la région de Québec, ancien président du Syndicat de la fonction publique. Un parti de la rue aurait donné la parole au syndicat en grève, aurait fait de cette grève un élément central de cette assemblée. L'ancien président syndical, si l'on se fie sur le compte rendu officiel, a parlé de la politique de l'eau sans même mentionner le conflit des chargéEs de cours.

S'imagine-t-on que sans mobilisation soutenue de grande ampleur et en escalade probablement jusqu'à la grève générale politique il serait possible de faire aboutir la stratégie de l'assemblée constituante comme substitut à la stratégie référendaire ? Dès le départ, la plate-forme de QS démobilise en proposant de mandater l'assemblée constituante pour « *organiser un processus de démocratie participative [suivi d'un référendum] pour consulter la population du Québec sur son avenir politique et constitutionnel de même que sur les valeurs et les institutions politiques qui y sont associées...* » Nulle trace d'une constitution pour un Québec indépendant et encore moins pour un Québec antilibéral.

Il était d'ailleurs assez cocasse qu'à l'occasion le vocable « indépendance » soit utilisé lors de la campagne alors que la direction nationale était allée jusqu'à « oublier » le mot plus ambigu de « souveraineté » dans sa proposition initiale de plate-forme, que même ajouté à la dernière minute, il signifie uniquement « souveraineté populaire » et non souveraineté nationale et populaire tel que précisé dans la Déclaration de principes. Selon la documentation de campagne de QS, « *Québec solidaire soutient la souveraineté du peuple, par le peuple.* »... comme le disait Duplessis. Cette « souveraineté populaire » fait étrangement penser au « pouvoir souverain » de la classe ouvrière du parti Marxiste-Léniniste du Québec (PMLQ), commode diversion pour éviter d'en appeler à la lutte pour l'indépendance.

Les ambiguïtés, « oublis » et omissions — « [Françoise David] *n'a pas une seule fois fait référence à la position souverainiste de son parti lorsqu'elle définissait ses idées maîtresses.* » (Le Devoir, 24 mars) — de la direction de QS sur la question de la lutte pour l'indépendance disqualifie la direction de QS comme substitut à la direction péquiste dont la tiédeur sur le sujet est pourtant proverbiale. S'imagine-t-on, si le PQ éclatait ou s'éteignait à petit feu, que son aile indépendantiste de gauche, SPQ-libre et compagnie, et encore moins son aile « purzédure », viendrait à QS ? S'appuyant sur la bureaucratie syndicale et sans doute sur une grande partie des militantEs des syndicats, elle formerait un parti indépendantiste et social-libéral qui ferait à QS le coup fourré que Option citoyenne a fait à l'UFP sans cependant une garantie de fusion à l'avenant.

## **L'assemblée constituante, une arme à double tranchant**

Même s'il était clairement spécifié que le but de l'assemblée constituante était la constitution d'un Québec indépendant et antilibéral, l'assemblée constituante resterait un couteau à double tranchant. Historiquement, cette revendication est à la fois la résultante d'un mouvement de la rue réclamant d'importantes réformes démocratiques et sociales, et de la volonté d'en haut d'institutionnaliser la dynamique de changement venant d'en bas, d'en enlever l'initiative aux mouvements sociaux, c'est-à-dire de l'arrêter pour plus tard la dévoyer en faveur des classes dirigeantes, anciennes et/ou nouvelles. Rien de plus normal, donc, que cette revendication ait été la forme la plus avancée — toutes les nouvelles constitutions ne résultent pas d'assemblées constituantes, loin de là comme l'atteste l'exemple canadien en 1867 tout comme en 1982 — des révolutions bourgeoises du XIX<sup>ie</sup> siècle et des révolutions démocratiques du XX<sup>ie</sup> siècle, qu'elles soient anti-coloniales, anti-fascistes ou anti-impérialistes, car ces révolutions ont pour but de substituer une classe dominante à une autre ou du moins l'aile parlementaire de la bourgeoisie à l'aile autoritaire.

En France, qui reste le paradigme historique, les assemblées constituantes de 1789-92, de 1848 et de 1945-46 sont respectivement le résultat de révolutions anti-féodale, démocratique et anti-fasciste inachevées. La constitution de 1792, a été « *rédigée au profit des citoyens les plus aisés* » (Wikipédia) mais fut incapable d'arrêter le torrent révolutionnaire, celle de 1848 est « *un texte de compromis pour maintenir un ordre social libéral* » finalement rejeté par la bourgeoisie une fois écrasée le mouvement ouvrier, tandis que celle de 1946 rétablissait l'ordre parlementaire bourgeois un bref instant menacé par la vague prolétarienne de la résistance trahie par la soumission du parti Communiste, alors à son zénith, au gaullisme. Inutile d'ajouter que les multiples constitutions réactionnaires ou autoritaires de 1795 à 1830, puis de 1852 (Second Empire), 1875 (Troisième république sur les ruines de la Commune), 1940 (Vichy) et 1958 (V<sup>ie</sup> république) toujours en vigueur ne furent pas le résultat d'assemblées constituantes... pas plus que la Constitution néolibérale de l'Union européenne rejetée par les « non » français et néerlandais.

La sortie de l'Amérique latine des régimes autoritaires et/ou néolibéraux s'est souvent faite par l'intermédiaire d'assemblées constituantes quand la mobilisation populaire était importante sur fond d'un niveau élevé de corruption et de crise économique et dans le contexte d'un fort discrédit de l'alternative anticapitaliste suite à l'effondrement du collectivisme stalinien et de sa mutation ultra-libérale. Cette triple condition n'était pas réunie au Chili où le régime militaire avait réussi un « miracle économique » grâce à son avant-gardisme néolibéral, ce qui permit une « transition démocratique » sans risque :

*« C'est après avoir négocié des réformes constitutionnelles limitées et avoir renoncé à la convocation d'une assemblée constituante, que la Concertation gagne les premières élections démocratiques du régime post-dictatorial (mars*



1990). » (Franck Gaudichaud, Le Chili de Michelle Bachelet: transition et continuisme, tiré du site À l'encontre, 7 mars 2007)

Cette triple condition était cependant réunie en Argentine, au Brésil et même au Pérou, même si ce pays n'émergeait pas d'une dictature militaire fascisante. Les organisateurs et les bénéficiaires de ces assemblées furent cependant des régimes populistes ultra-libéraux tellement la gauche avait été laminée par la répression et s'était isolée par son gauchisme, et que la chute du mur de Berlin venait de frapper durement les esprits. En 1994, le président argentin Menem avait réuni une assemblée constituante qui lui permit de se représenter à la présidence. Au Pérou, Fujimori gagna des élections à l'Assemblée constituante de 1992 en obtenant 55 % des sièges avec 38 % des voix puis le référendum constitutionnel de novembre 1993 avec 52% des voix. (À l'encontre #15 et État du monde, 1995)

En 1988, le Brésil « *traverse sa pire crise économique depuis cinquante ans [...] Très vite, la résistance s'est organisée. Pour la première fois, les deux grandes centrales syndicales... ont appelé leurs membres à une grève générale les 14 et 15 mars 1989 [...] 70% des travailleurs ont suivi le mot d'ordre de grève.* » (État du monde, 1989-1990) Il n'était donc pas possible aux ailes autoritaire et parlementaire de négocier au sommet une « transition démocratique ». Il fallut recourir à l'Assemblée constituante, transformation de l'assemblée parlementaire élue en 1986 après la fin de la dictature militaire, qui accoucha d'une nouvelle constitution en octobre 1988, constitution « *qui donne l'image d'un pays moderne, progressif, soucieux de protéger les plus démunis, conscient de la nécessité d'une plus grande justice sociale et du respect de l'environnement [mais qui] met un terme à toute velléité de réforme agraire.* » Cette constitution dite progressiste contribua à débaucher le mouvement gréviste en électoralisme au prix, cependant, pour la bourgeoisie de la fondation du parti des Travailleurs récupéré en quelques années dans le paradigme néolibéral.

Les plus récents exemples vénézuélien, bolivien et équatorien obéissent aussi à cette triple condition mais dans un contexte de discrédit et d'affaiblissement, cette fois, du néolibéralisme guerrier, ce qui ouvre la porte au capitalisme anti-étasunien, nationaliste et réformiste. En Bolivie, l'assemblée constituante est certainement cet outil à double tranchant que manie de gauche à droite le régime Morales :

*« Bien que minoritaire au Sénat, le Mouvement vers le socialisme (MAS) de Morales, légitimé par un résultat sans précédent de 53,7 % lors des élections générales de 2005, se vit d'emblée doté d'un mandat "populaire" pour mener à bien les deux réformes phare de son programme nationaliste : la convocation de l'Assemblée constituante et la nationalisation des hydrocarbures. En somme, les deux revendications majeures des mouvements sociaux boliviens [...] Evo Morales apparut alors comme une personnalité de consensus, capable d'appliquer une politique de justice sociale pour les uns, pouvant ramener la Bolivie sur le chemin de la stabilité politique et institutionnelle pour d'autres. [...] le gouvernement se caractérisa par une gestion prudente, axée sur la*

*réconciliation entre les différents secteurs sociaux boliviens engagés, depuis six ans, dans une sorte de “guerre de basse intensité”. Ce fut à l’Assemblée constituante, convoquée le 6 mars 2006, qu’il revint de consacrer la pacification des relations entre le MAS et ses opposants. » (Hervé Do Alto, Rouge, 15 décembre 2006)*

Il se pourrait que la récupération institutionnelle par l’assemblée constituante atteigne son but :

*« ...la prédominance des aspects formels sur les contenus de la future Constitution tend à susciter une forte lassitude au sein de la population. Cette “mise en scène d’un nouveau pacte social et de la refondation du pays”, telle que le vice-président Álvaro García Linera a pu définir l’Assemblée le jour de son inauguration, n’aboutit pas pour l’instant à un débat public, et court le risque d’être absorbée par une sorte de maximalisme discursif se substituant à la créativité sociale et à l’accès des citoyens au pouvoir. » (La révolution bolivienne dans le labyrinthe, Pablo Stefanoni, tiré du site À l’encontre, 26/11/2006)*

On oublie trop souvent que la révolution bolivarienne de Venezuela a commencé, en 1999, par une assemblée constituante pour certes balayer les vieux partis et leur pacte de partage du pouvoir et de celui de la rente pétrolière mais aussi faute de moyens financiers — le prix du baril de pétrole était de 10 \$US au moment de l’élection du nouveau président même s’il se mit à grimper presque immédiatement — ce qui handicapait ce nouveau régime populiste de gauche.

*« Le système puntofijiste va durer 40 ans. Il connaîtra son apogée dans les années 70, à l’époque de la dite « Venezuela saoudite » [par allusion à la rente pétrolière et au boom économique lié à la hausse des prix], commencera à se décomposer dans les années 80 avec la dévaluation du Bolivar [la monnaie nationale] et l’endettement et s’effondrera véritablement dans les années 90 dans le tourbillon des scandales de corruption, des réformes néolibérales, de tentatives de coups d’Etat [dont celui dirigé par Hugo Chavez en 1992, NDLR] et des luttes sociales issues de l’onde de choc créée par le Caracazo (soulèvement populaire dans la capitale en 1989).*

*« La dite ‘ouverture économique’, initiée en 1989, avec le premier Plan de Ajuste Estructural [ajustement structurel], sous les auspices du Fonds Monétaire International (FMI), par le président adeco [un des deux partis du système puntofijiste, NDLR], Carlos Andrés Pérez [président de la IIe Internationale social-démocrate] va engendrer une progressive désindustrialisation du pays [industrialisation déjà faible] et une baisse généralisée du niveau de vie. La fermeture de nombreuses entreprises va entraîner une hausse du chômage et affaiblir les centrales syndicales et le contrôle qu’elles exerçaient sur les travailleurs. Paradoxalement, les luttes sociales et ouvrières vont s’intensifier, y compris dans des secteurs syndicaux normalement acquis au pouvoir face aux ‘dégraissages’ dans l’administration publique.*

*« En 1999, Hugo Chávez Frías, bénéficiant de l’effondrement du système quadragénaire et de la vague de luttes sociales des années 90, devient président de la république vénézuélienne. » (À l’occasion de la naissance de l’UNT: mise*

en perspective du mouvement ouvrier, Frédéric Lévêque, tiré du site À l'encontre, non daté)

« *Cependant, Chávez consacra sa première année de présidence à rompre avec le système de Puntofijo, grâce à une nouvelle Constitution [l'Assemblée constituante est élue en avril 1999]. A cause de la récession qui frappa le Venezuela en 1999, peu de ressources étaient disponibles pour lutter contre la pauvreté. En conséquence, le gouvernement Chávez se concentra sur une institution qui était particulièrement dispendieuse sans rien rapporter réellement sur le plan social: l'armée. Il ordonna que tous les corps militaires se consacrent à des programmes d'aide aux pauvres. Le nom général pour le programme militaro-civil était 'Plan Bolivar 2000'. » (La lutte contre la pauvreté. Mission impossible?, par Grégory Wilpert, tiré du site À l'encontre, janvier 2004)*

« *En Palestine, disait Edward Saïd en décembre 2002, il devrait être possible d'organiser des élections maintenant. Mais pas des élections faites pour réinstaller l'équipe défaite d'Arafat. Il faut des élections pour élire des délégués à une Assemblée constituante, authentiquement représentative.* » (tiré du site À l'encontre) Cependant, il n'y a pas que dans les pays dépendants luttant pour leur indépendance, comme la Palestine, où la revendication de l'assemblée constituante est le prolongement allant de soi des grandes luttes nationales datant de la révolution étasunienne de 1774-1783, ni, à la rigueur, dans les pays dépendants soumis aux plans d'ajustement structurel du FMI et au libre-échange de l'OMC luttant pour leur « seconde indépendance », comme en Amérique latine, que la revendication de l'assemblée constituante trouve preneur.

Elle fait partie, par exemple, du programme du parti Socialisme et Liberté (P-SOL) du Brésil, un parti anti-capitaliste, malgré l'expérience de la fin des années 80. Cette fois-ci, toutefois, la revendication est non seulement clairement liée à la question sociale mais elle pose l'émergence d'une conjoncture de grande mobilisation capable de dégager le peuple travailleur de l'influence « *des pouvoirs économiques et des grands médias.* » :

« *Nous voulons une véritable Constituante, souveraine, démocratique, capable de réorganiser le pays, d'induire des changements permettant de garantir le droit pour le peuple entier à l'éducation, à la santé, au logement, à l'alimentation, au travail et à la dignité. Cette nouvelle Constitution ne pourra résulter que d'un processus profondément démocratique, dans lequel les constituants ne soient pas élus en fonction du poids et de l'influence des pouvoirs économiques et des grands médias. Cet objectif n'est pas posé concrètement dans la conjoncture actuelle, mais il doit faire partie du programme de notre parti, en même temps que d'autres mesures démocratiques.* » (Programme du parti Socialisme et Liberté (P-SOL), juillet 2004, reproduit sur le site À l'encontre)

Même dans un grand pays impérialiste comme la France, la LCR, parti marxiste-révolutionnaire, revendique :

« *Rupture avec les institutions de la V<sup>o</sup> république, dissolution des institutions existantes, élection d'une assemblée constituante permettant la mise en place*

*d'une nouvelle démocratie sociale et politique ; » (Déclaration de la conférence nationale de la LCR des 24 et 25 juin 2006)*

Encore là, le lien est clairement établi avec « *une nouvelle démocratie sociale et politique* » par ailleurs définie dans le programme d'urgence comme, par exemple,

*« interdiction des licenciements... Annulation des privatisations réalisées par la droite comme par la gauche... Smic [salaire minimum, NDLR], à 1500 euros net tout de suite et relèvement de tous les salaires de 300 euros en prenant sur les profits... transformation des emplois précaires en CDI [contrats à durée indéterminée, NDLR]... Sortie du nucléaire civil et militaire ; interdiction des OGM en plein champ... application de la loi de réquisition des logements vides... Sortie de l'Otan et arrêt des interventions militaires impérialistes en Afrique et en Afghanistan, l'annulation de la dette... »*

Reste qu'historiquement, renversement du capitalisme et assemblée constituante ne font pas bon ménage. La dynamique révolutionnaire prolétarienne n'est pas la substitution d'une classe dirigeante par une autre mais un processus de révolution permanente ou continue aboutissant à une société sans classe par suite d'une lente extinction de l'État. Elle est donc antinomique avec constitution et assemblée constituante. Cette antinomie, déjà pressentie par la Constitution française de l'an I (1793) jamais appliquée, s'est pleinement révélée dans la contradiction Soviet (comités élus et révocables sur les lieux de travail, dans les quartiers et villages, et les unités de l'armée) versus l'Assemblée constituante russe de 1918 qui voulait arrêter la révolution à l'étape parlementaire bourgeoise et par là continuer la participation russe à la guerre 1914-1918.

La contre-révolution stalinienne, en plus d'empêcher d'autres expériences révolutionnaires concluantes, a substitué le verticalisme bureaucratique, répressif jusqu'à parfois en être massivement meurtrier, à la démocratie participative des soviets. Comme le stalinisme a profondément discrédité la révolution socialiste, sa chute a laissé la voie libre au retour du mythe de la révolution démocratique bourgeoise et, avec elle, au constitutionnalisme y compris l'assemblée constituante. En témoigne le rôle de l'assemblée constituante portugaise de 1975 qui contribua à mettre fin à la « révolution des œillets », la plus récente tentative de révolution socialiste dans un pays impérialiste :

*« Les élections pour l'assemblée constituante, le 25 avril 1975, voient une victoire éclatante des partis ouvriers, mais c'est le parti Socialiste qui apparaît comme la principale force. Avec Mario Soares à sa tête, le PS va s'efforcer de neutraliser la vague révolutionnaire, qui est encore puissante. » (Michael Löwy, Rouge, 22/04/2004, cité par Wikipédia)*

C'est cette contradiction qui amène Orlando Chirino — coordinateur national de l'Union nationale des travailleurs (UNT) du Venezuela, la centrale ouvrière issue de la résistance à la « grève » syndicale-patronale du pétrole de 2002-03, dirigeant de son courant C-CURA (Courant Classiste Unitaire et

Révolutionnaire), et également dirigeant du Comité promoteur pour la construction du « parti Révolution et Socialisme » (PRS) — à proposer un dépassement de l'assemblée constituante pour concrétiser ce slogan bolivarien de la « révolution du XXI<sup>e</sup> siècle » avant que le régime Chavez, un moment galvanisé et radicalisé par les grandes mobilisations populaires qui l'ont sauvé de la contre-révolution, ne s'enlise dans l'autoritarisme du nouveau parti unique présidentieliste, persiste à traiter les syndicalistes autonomistes comme « contre-révolutionnaires », refuse toute expérience d'autogestion dans les industries stratégiques comme le pétrole, laisse les banques engranger de super-profits, emprunte massivement sur les marchés financiers et distinguent les « bonnes » multinationales iraniennes, chinoises ou argentines des « mauvaises » :

*« Tout d'abord, nous [C-CURA] proposons qu'autour des Conseils Communaux, des Conseils de travailleurs, des Conseils Paysans et y compris des Conseils de délégués des Forces Armées, soit créé un nouveau Parlement du Peuple, formé par les délégués des dits conseils, et qui soit réellement représentatif des secteurs les plus dynamiques et engagés dans le processus révolutionnaire.*

*« Il s'agit là d'une nécessité pressante, car l'actuelle Assemblée Nationale [à majorité écrasante, par euphémisme, d'élus chavistes] a démontré qu'elle était un organisme caduc. La faible participation de la population dans les élections de décembre 2005 et le peu d'attention que la population porte au projet de Parlement de la Rue est une preuve palpable que cette entité ne répond plus aux attentes de l'ensemble de la population.*

*« L'Assemblée Nationale, avec tout ce que la réforme à partir de la nouvelle Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela a eu de positif ou de progressiste, a été et continue à être, une instance à l'image de la IV<sup>e</sup>me République.*

*« Pour nous, le nouveau pouvoir des travailleurs est en train de se construire à Alcasa, à Venepal, à Sanitarios Maracay, à Inveval [usine occupées et «autogérées»] et dans d'autres secteurs où les travailleurs sont en train de poser la question du contrôle de la production. Il s'exprime également dans les paysans qui récupèrent les terres pour les distribuer de manière démocratique entre les paysans pauvres.*

*Le nouveau pouvoir surgit dans les communautés indigènes qui défendent leurs territoires et l'environnement de la rapine des grandes multinationales. Ou dans les communautés, qui sont en train de s'approprier le contrôle des prestations des services publics, de la construction de logements, de modules éducatifs, etc. »*

(Pour un nouveau Parlement du Peuple. Entretien avec Orlando Chirino par Aporrea, tiré de À l'encontre, 8 mars 2007)

Au moment du déclenchement de l'argentinazo, l'analyste et économiste de la gauche anti-capitaliste, Claudio Katz, pensait que le mot d'ordre d'assemblée constituante pouvait être utile pour favoriser la maturation populaire :

*De par sa trajectoire et de par sa conduite, l'extrême-gauche n'est pas identifiée à la « classe politique ». Cependant, elle ne joue pas non plus un rôle de direction. Elle a pour responsabilité d'empêcher une manipulation par la droite*

*des sentiments populaires, et aussi de rechercher des ponts entre la conscience des masses et le projet socialiste. On peut discuter la pertinence du mot d'ordre « assemblée constituante » pour permettre ce type de liaison (en effet, il pose correctement la nécessité d'un changement radical, tout en ayant aussi été très manipulé par le système politique haï). Mais ce qui est incontestable, c'est la nécessité d'articuler des politiques, des mots d'ordre et des revendications qui favorisent la maturation socialiste de l'argentino. L'expérience d'autres pays et révolutions indique qu'une telle évolution ne s'est jamais faite de manière spontanée à travers « l'autoconvocation des masses ».*

(La signification de l'argentino, Claudio Katz, tiré de À l'encontre, janvier 2002)

En effet, le relais de l'assemblée constituante aurait peut-être pu contribuer à unir tous ces groupes sectaires anti-capitalistes qui ont gâché cette ouverture pré-révolutionnaire :

*« Il est caractéristique qu'absolument tous les grands mouvements de masse spontanés à caractère révolutionnaire s'organisent spontanément en de tels organismes à la fois politiques et d'action sociale, comités, conseils, ou de quelque autre nom qu'ils se donnent, mais qui tous sont ce qui, en russe, s'écrivait en 1905, puis 1917, « soviets ». Mais il faut une conscience politique élevée pour qu'ils se coordonnent au niveau national en organisme de pouvoir central. Et c'est ce qui a manqué en Argentine de par la faillite lamentable des organisations politiques d'extrême gauche divisées, incapables de dépasser leurs oppositions sectaires pour se mettre au service du mouvement de masse. Faute de cette centralisation, la bourgeoisie est revenue au pouvoir derrière un politicien à demi-populiste. » (Michel Lequenne, 15 mars 2005, tiré du site de la LCR)*

Si, au Venezuela, le développement de la lutte sociale en est rendu au-delà de l'assemblée constituante et qu'en Argentine, en janvier 2002, celle-ci pouvait jouer un rôle transitoire valable, au Brésil, selon la présidente du P-SOL, elle serait en deçà :

*Le P-SOL peut contribuer de manière décisive et positive à la construction d'une issue socialiste et populaire à la crise. Le problème est de savoir quels sont les mécanismes que nous pouvons et pourrions utiliser avec nos possibilités en tant que parti et les possibilités de mobilisation sociale. [...] Nous ne pouvons en effet pas uniquement proposer une Constituante parce qu'avec l'actuelle législation électorale, si la Constitution était modifiée actuellement, elle le serait en pire !*

Entretien avec Heloïsa Helena, sénatrice et membre de la direction du P-SOL (parti du Socialisme et de la Liberté), tiré de À l'encontre, 2 octobre 2005

Il y a donc une étroite articulation entre le développement de la lutte sociale, particulièrement la perspective de la grève générale, et le mot d'ordre d'assemblée constituante. Comme le suggère François Chesnais :

*« En 1968, le gouvernement de Gaulle a utilisé la tenue d'élections générales pour mettre fin à la grève générale, comme instrument contre la classe ouvrière. La prochaine fois ce sont les salariés organisés qui doivent s'en saisir afin de donner à la grève générale le débouché d'un vrai processus constituant. [...] Il faut donc discuter de la manière de refaire vivre au début du 21<sup>e</sup> siècle, le*

*contenu profondément démocratique, donc révolutionnaire du mot d'ordre de la Constituante souveraine... »*

(Comment défendre l'emploi ? Comment ouvrir l'avenir ?, Quelques propositions pour nourrir le débat anti-capitaliste, François Chesnais, tiré du site À l'encontre)

Un dirigeant de la LCR, François Sabado, réfléchissant sur la stratégie révolutionnaire à l'aube du XXI<sup>è</sup> siècle, propose la synthèse théorique suivante :

*« Les rapports entre les institutions parlementaires, assemblées constituantes, et structures d'auto-organisation constituent un des problèmes clés d'une stratégie révolutionnaire, notamment dans les métropoles impérialistes.*

*« L'axe, c'est l'auto-organisation, l'émergence, et la centralisation des structures de démocratie directe, au sens large : pas uniquement les « conseils d'usine » au sens "opéariste", mais l'autogestion sociale et politique constituée en pouvoir politique. Dans la perspective d'un nouveau pouvoir pour les travailleurs et les citoyens, il y a aussi place pour une logique de démocratie radicale appuyée sur des propositions de transformation des assemblées parlementaires : assemblée constituante unique, champ de compétences, proportionnelle, contrôle des élus, création de structure de démocratie directe, subsidiarité du local à l'échelle européenne dans le cadre de processus constituant.*

*« [...] Divers cas de figures se sont déjà présentés : soit l'assemblée constituante est emportée dans le tourbillon révolutionnaire et transmet ses pouvoirs aux nouvelles structures révolutionnaires, soit se met en veilleuse, soit elle s'oppose aux nouvelles formes de pouvoir auto-organisée provoquant ainsi un conflit. N'oublions que dans certaines crises révolutionnaires, Allemagne en 1918-19 ou au Portugal en 1974-75, l'Assemblée constituante a servi d'instrument contre-révolutionnaire. Il faut alors mettre l'accent sur les structures d'auto-organisation et leur centralisation.*

*« [...] C'est la position de Rosa Luxembourg sur la dissolution de la Constituante en Russie. Elle se prononce pour la dissolution d'une assemblée qui ne correspond plus à l'État réel du pays et demande une nouvelle Constituante, c'est-à-dire, à côté du pouvoir des soviets, une assemblée élue au suffrage universel : "Sans élections générales, sans une liberté de presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étirole dans toutes les institutions publiques, végète et la bureaucratie demeure le seul élément actif." »*

(Quelques éléments clés sur la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés, François Sabado, mars 2006, tiré du site Europe Solidaire Sans Frontières)

Manifestement tout est une question d'analyse concrète de la situation concrète. Qu'en est-il au Québec de la pertinence de la revendication de l'assemblée constituante non pas décrochée de la lutte sociale et nationale comme l'est celle de la plate-forme de Québec solidaire mais articulée à la stratégie de la grève générale et du but stratégique de la constitution d'un Québec indépendant et antilibéral ? Constatons que la lutte sociale est complètement à plat. Pas plus que la grève générale, qui aurait dû être un mot d'ordre entre l'automne 2003 et décembre 2005, du moins pour le secteur public, l'assemblée constituante ne peut désormais l'être. Le faire risquerait sa récupération par l'ADQ qui prône

une nouvelle constitution et qui, maintenant que ce parti se pose comme parti du pouvoir, pourrait se voir obligé de rendre opératoire sa vision autonomiste en matière constitutionnelle.

Il ne s'agirait pas nécessairement, et sans doute pas, d'une assemblée constituante en bonne et due forme, encore moins d'un processus de démocratie participative. Il y a trop de risque, pour la droite, de perte de contrôle. Ce pourrait être un processus à l'espagnol où l'ADQ, comme le parti néo-franquiste de 1976, de connivence avec les autres partis s'entendant d'avance sur les paramètres de la nouvelle constitution compris dans une loi spéciale, que les Cortes franquistes avaient ratifié, appellerait à une élection constituante qui serait cependant une élection normale pour une assemblée nationale qui combinerait les fonctions de gouvernement et de constituante quitte à déléguer à un comité spécial, itinérant au besoin, le travail constituant. Des processus similaires d'assemblée constituante patentée ou tronquée ont été utilisés dans l'Argentine de Menem et dans le Pérou de Fujimori au début des années 90.

Un tel scénario, ou mille variantes de celui-ci, est possible du fait, d'une part, de la crise profonde de la stratégie référendaire du PQ, peut-être même de ce parti lui-même et, d'autre part, de la nécessité du PLQ de fortifier son nationalisme tellement sa base électorale francophone tend à disparaître. Toutefois, en aucun cas, un parti de gauche a à devenir le facilitateur malgré lui d'un tel dérapage qui pourrait mener à une stérile constitution provinciale. Sans doute, le programme d'un parti québécois de gauche a à promouvoir la perspective d'une assemblée constituante sur la base cependant d'une mobilisation populaire massive, tendant vers l'asymptote de la grève générale, à laquelle lui-même a à concourir en popularisant, avant, pendant et après les élections, une plate-forme d'urgence anticapitaliste.

Fallait-il avancer pour autant l'assemblée constituante dans la plate-forme électorale ? Étant donné les chances nulles de prise de pouvoir par QS, on pourrait prétendre que cette revendication avait par défaut un caractère propagandiste... tout comme le reste de la plate-forme. En plus, elle avait l'avantage de répondre à la revendication péquiste suicidaire du référendum. Ce ne serait pas comprendre la signification d'une plate-forme électorale d'un parti de gauche comme appel à l'action dans les urnes certes mais aussi dans la rue. Cette proposition en est donc une d'action immédiate tout à fait récupérable par les nationalistes durs ou mous tout en l'édulcorant. Pour le moins, il fallait l'encadrer dans une perspective de grève générale et lui assigner comme but la constitution d'un Québec indépendant et antilibéral. Voilà ce que ne saurait faire un parti dirigé par une bureaucratie électoraliste dont le but essentiel est l'élection d'un ou deux députés.

La possibilité d'élire un ou deux députés à la prochaine élection, qui pourrait venir rapidement, est certes vraisemblable étant donné l'affaiblissement et peut-être le déclin sinon la crise du PQ, parti dominant dans Mercier et Gouin. On ne



pourrait que se réjouir de ce succès à la fois parce que ce serait une pression de gauche au Parlement et parce que les porte-parole de QS, sous les feux de la rampe, devraient étaler sur la place publique ce qu'ils ont dans le ventre. Mais est-ce là la perspective stratégique ? En son temps, le PQ, même le RIN, ont fait mieux et plus vite. Leurs succès électoralistes ont-ils donné les résultats escomptés ? Le PT brésilien a conquis le pouvoir présidentiel... pour s'enfoncer dans le néolibéralisme. Le cimetière du XX<sup>ie</sup> siècle est semé de partis dit de gauche qui ont conquis la majorité parlementaire... pour mieux sauver la mise à une bourgeoisie menacée par des soulèvements populaires. Des succès électoraux c'est bien... à condition qu'ils soient le fait d'un parti anticapitaliste de la rue.

### **Turbulences à l'horizon**

*« ...nous sommes face à une situation d'urgence comme le montre l'état de la planète : le contexte actuel est beaucoup plus préoccupant qu'il ne l'était dans les années 70 ou durant les 30 glorieuses. [...] Désormais, face à l'urgence écologique et face à l'urgence sociale, les raisons de se révolter et de résister sont beaucoup plus fortes et plus pressantes. »* (« Nous sommes face au défi d'une reconstruction sociale et politique », entretien mené par Franck Gaudichaud avec le philosophe et militant Daniel Bensaïd, 2 avril 2007, tiré du site de Europe Solidaire Sans Frontières)

Ni le peuple du Québec ni l'humanité n'ont de temps à perdre à proposer des réformettes acceptables à un néolibéralisme guerrier momentanément prospère à grands coups d'endettement massif et de déséquilibres financiers structurels masquant une crise latente de surproduction. Les réformettes des 25 propositions de QS seraient balayées par la prochaine et inévitable crise. Qui ne voit pas que les facteurs de guerre se multiplient. Aujourd'hui, la cause en est le contrôle stratégique du pétrole, ce sang qui coule dans les veines de l'impérialisme néolibéral. Demain ce sera le contrôle de l'eau sur une terre au climat chamboulé dont les moins responsables du Sud paieront le prix fort. Même si le catastrophisme est mauvaise conseillère, il reste que le temps nous est compté, dix ou quinze ans affirment le groupe expert de l'ONU sur le climat.

On s'illusionne si l'on pense s'en tirer comme Américains du Nord par une stratégie de forteresse assiégée à l'ombre du gendarme du monde. L'impérialisme fait déjà payer au peuple étasunien un prix élevé en termes de sang, de bien-être social, de répression, de violence sociétale. Comme les morts canadiens, demain québécois, en Afghanistan et la croissance rapide du budget militaire le laissent voir, c'en est terminé de l'hypocrisie de la stratégie « *bon cop, bad cop* » de l'impérialisme canadien.

Plus s'enlisera l'impérialisme étasunien, plus l'impérialisme canadien, dont le visage hideux se voit clairement dans l'exploitation minière outre-mer plus difficile à dissimuler que les investissements financiers et les placements dans les paradis fiscaux, un cinquième des encours des investissements directs

canadiens à l'étranger selon The Economist (24/02/07), prendra les traits guerriers, répressifs et mesquins de son allié stratégique. Une politique anticapitaliste n'est donc pas seulement une question morale, de solidarité avec les peuples des pays dépendants, mais une question d'intérêt matériel et politique bien compris des peuples travailleurs québécois et canadien.

Le vote du peuple québécois, comme en 1886/91, comme en 1935/36, comme en 1960/62 puis 1976, est à la fois le signal de la nécessité d'une nouvelle donne et que la gauche anticapitaliste n'est pas au rendez-vous. À chaque fois, le peuple québécois a fait comprendre à la classe politique que la clef de la solution passait par un renforcement de l'affirmation nationale jusqu'à arriver à poser massivement la revendication de l'indépendance nationale lors du troisième tournant, renouant ainsi avec la fine pointe de la lutte des Patriotes de 1837/38.

Le début du quatrième tournant marque un sérieux recul programmatique mais aussi une généralisation du nationalisme, cette idéologie bourgeoise à travers laquelle s'exprime le besoin de libération nationale, au point de réduire en peau de chagrin la base électorale francophone du PLQ. Là est l'avenir pour la gauche politique qui encore une fois est en train de rater la cible faute de ne pas centrer son alternative sur la libération du peuple québécois. Quel est le mystère de cet échec historique qui semble vouloir se perpétuer ? Les Méderic Lanctôt, Albert St-Martin, Henri Gagnon, Michel Mill auront été des voix isolées au sein de petites organisations qui avaient compris que la question sociale telle que posée en leur temps ne se résoudrait que par l'axe stratégique de la question nationale. Fondamentalement, pourquoi l'axe de la libération du peuple québécois est-il la question nationale et non la question sociale ? Pour la même raison qu'une femme opprimée par son conjoint tout en ayant en même temps et en lien à son oppression des sérieux problèmes financiers, d'emploi, de logement, etc., cherchera d'abord à se séparer, à se rendre indépendante de son conjoint afin de créer les conditions de régler ses problèmes sociaux. Autrement dit, l'indépendance nationale du peuple québécois est la condition nécessaire mais non suffisante pour se rendre indépendant de la dictature du capital.

Tel n'était pas et n'est toujours pas la ligne de pensée de l'écrasante majorité des directions sociales et politiques des organisations ouvrières et populaires dont le but est l'amélioration peu ou prou du statu-quo et qui, pour une bonne partie d'entre eux, s'en trouvent récompensées par des prébendes bureaucratiques ou du vedettariat médiatique. Or que ce soit le rejet de la Confédération, l'indépendance organisationnelle des Canadiens-français ou l'indépendance nationale, les luttes nationales posaient la nécessité de ruptures politique et/ou organisationnelle qui ne pouvaient que signifier une rupture similaire sur le plan social que ce soit en termes d'interventionnisme étatique au moment de la Confédération puis de solution socialiste. Si on peut distinguer par l'analyse les aspects question nationale, question sociale et parti de la rue, ils sont étroitement imbriqués dans la pratique. Poser la question de l'indépendance c'est immédiatement poser la politique de l'État québécois vis-à-

vis la guerre, le libre-échange et l'après-Kyoto. Face à la résistance bec et ongles de la bourgeoisie canadienne au démantèlement de son territoire, la mobilisation dans les urnes ne pourra suffire comme l'ont déjà démontré les grandes mobilisations de la fin des années 60 qui ont fondé le mouvement indépendantiste.

La contradiction du peuple québécois est d'être un peuple opprimé, c'est-à-dire un peuple dont la bourgeoisie canadienne nie le droit à l'autodétermination (la loi de la clarté), entrave les droits linguistiques (le charcutage de la loi 101 par la Cour Suprême), maintient économiquement dépendant (débat sur le déséquilibre fiscal et sur la péréquation) et humilie sans cesse (affaire des commandites, affaire Shane Doan) mais faisant partie d'un grand État impérialiste ce dont il bénéficie matériellement et politiquement, davantage, par exemple, que les Afro-américains qui subissent de plein fouet les conséquences de la discrimination et du militarisme, bien davantage aussi que la plupart des peuples amérindiens du Canada et des ÉU. Bien sûr, ces avantages relatifs, que cependant le néolibéralisme guerrier remet en question et qu'il remettra pas mal plus en question quand tombera la crise économique ou peut-être politique, sont dus au fait que le peuple québécois est en mesure, démographiquement, économiquement et politiquement, de rompre l'État canadien. C'est là sa chance et sa malédiction qui explique cette frustration que révèlent tout à la fois son sens de l'humour à la Ding et Dong et un taux de suicide relativement élevé.

En ce début de XXI<sup>è</sup> siècle, les grandes tâches de l'humanité sont d'instaurer une ère de paix, de développement soutenable, de justice sociale et de démocratie participative dans la conscience de l'étroite interdépendance de tous ces objectifs et de l'urgence d'agir. La grande tâche des peuples travailleurs du monde est le renversement politique et économique de ce réseau tricoté serré, malgré leurs rivalités et leurs guerres, d'institutions financières, de transnationales et de gouvernements à leur solde qui écrasent l'humanité et mettent en péril la biosphère sous le joug du néolibéralisme guerrier, forme contemporaine du capitalisme impérialiste. La grande tâche du peuple travailleur québécois c'est le renversement du fédéralisme oppresseur, garant et outil du néolibéralisme guerrier dans cette prison des peuples, le Canada, construite sur la base de la conquête des nations amérindiennes, acadienne, québécoise et métis et la discrimination de ses minorités dite visibles.

Le retrait de l'Afghanistan et des alliances militaires pour laisser place à une politique de soutien à la libération des peuples ; le respect des objectifs de Kyoto et de l'après-Kyoto par une réforme radicale de nos politiques de l'énergie, du transport, du logement et de l'aménagement urbain ; le retrait de l'ALÉNA et l'expropriation des institutions financières pour prendre le contrôle de nos épargnes, de nos investissements et de notre commerce ; une réforme fiscale radicale pour développer les services publics et mettre fin à la pauvreté ; une réforme législative interdisant les congédiements par des entreprises rentables, augmentant les salaires et imposant l'équité salariale à toutes les entreprises ;

une nouvelle constitution pour organiser une démocratie participative autre que consultative ; toutes ces politiques spécifiques sont autant de raisons de faire l'indépendance tout comme l'indépendance est le fer de lance pour construire cette société pacifique, écologique, internationaliste, féministe, égalitaire et démocratique.

L'urgence des tâches salvatrices de l'humanité divise la bourgeoisie elle-même. Une partie d'entre elle accepte l'impératif de Kyoto, sans nécessairement vouloir y mettre les moyens, et devient de plus en plus sceptiques à propos de la dite « guerre contre le terrorisme ». Au Canada, les Libéraux en sont et même les Démocrates états-uniens y viennent... en paroles, mais sans vouloir voter le non renouvellement du budget, sans compter une bonne partie de la bourgeoisie européenne. Sauf que c'est la composante réactionnaire « tête dans le sable » de la bourgeoisie qui mène la barque tant aux ÉU qu'au Canada et même qui continue à marquer des points tant en France, avec la présidentielle, qu'au Québec par les élections de 2007 et même en Grande-Bretagne avec l'avancée des Conservateurs. Car cette dernière sait où elle va... de défaite en défaite tandis que la première se contente de dénoncer sans plan de rechange. Le drame, c'est que le mouvement social, tout au moins en Amérique du Nord, probablement parce que démoralisé par une génération de défaites, s'aligne sur cette aile placoteuse et velléitaire de la bourgeoisie.

Aux ÉU, le mouvement anti-guerre renonce aux manifestations en faveur du lobbying auprès des Démocrates alors que l'opinion publique étasunienne n'a jamais été aussi favorable au retrait des troupes. Même la rage des latinos et autres immigrants n'est pas sérieusement soutenue alors que leur mobilisation avait brusquement surgi l'année dernière pour redescendre cette année face à une répression implacable. Au Québec, les mouvements syndical et environnemental s'unissent non seulement au PQ et au Bloc pour soutenir Kyoto mais aussi aux Libéraux fédéraux et québécois, même à l'ADQ, alors qu'il est de notoriété publique que les plans concrets réellement existants des uns et des autres ne sont pas à la hauteur des normes de Kyoto. Le mouvement anti-guerre, qui n'arrive plus à mobiliser, tendra-t-il la main aux Libéraux fédéraux qui réclament le retrait des troupes... en 2009 pour faire une pirouette si jamais ils reprennent le pouvoir, eux qui sont responsables de l'envoi des troupes en Afghanistan et même de la politique des remise des prisonniers aux tortionnaires ? Verrons-nous réapparaître au Québec le spectre du front anti-ADQ proposé par D'abord Solidaire en 2002 et 2003 alors que PLQ et PQ n'ont jamais été aussi à droite ?

C'est là un risque plausible s'il n'y a pas reprise des luttes sociales ce à quoi pourrait contribuer Québec solidaire s'il se dotait d'une plate-forme anticapitaliste et d'une pratique de parti de la rue. Un tel tournant ne se produira pas spontanément à moins que la mouvance anticapitaliste dedans et hors QS y voit. La conjoncture s'aligne pour une possible grève générale étudiante cet automne. La direction de QS en fera-t-elle la promotion ? Appellera-t-elle à l'unité des

organisations étudiantes ? Appellera-t-elle au soutien proactif du mouvement syndical ? Ou s'en tiendra-t-elle à sa politique du silence quitte à appuyer après coup et à se montrer aux manifestations ?

Le rôle de la gauche anticapitaliste c'est la construction d'un pôle politique anticapitaliste qui, dans l'actuelle conjoncture du quatrième tournant, doit essentiellement se situer à l'intérieur de Québec solidaire. Sa tâche immédiate serait une critique systématique de la direction sociale-libérale et électoraliste de QS tout en dégagant de cette critique une alternative stratégique, programmatique et organisationnelle. Les collectifs idéologiquement anticapitalistes à l'intérieur de QS, d'ailleurs toujours non officiellement reconnus, ont capitulé devant cette tâche pour plutôt soutenir à peine critiquement la direction nationale. On ne pouvait s'attendre à rien d'autre des néo-staliniens du PCQ qui maintiennent leur tactique Front populaire d'alliance avec les dit progressistes qui peuvent être, selon les circonstances, ou bien un parti bourgeois/petit-bourgeois ou bien les bureaucraties sociales/politiques de droite ou de gauche.

On ne doit pas non plus se surprendre du virage de Socialisme International dont le parti-père britannique et plusieurs partis frères carburent à l'alliance avec les vedettes de gauche quitte à étouffer la démocratie interne quand ils en ont le rapport de force comme en Grande-Bretagne. Que leur importe d'ailleurs le social-libéralisme de la direction de QS car il s'agit pour eux de s'auto-construire à l'intérieur de QS quitte à proclamer sa plate-forme comme étant anti-libérale pour les besoins de la cause. Ajoutons que la section canadienne de SI, dont la petite branche québécoise est peu autonome, n'a jamais comprise la centralité de la question nationale québécoise et n'appuie pas l'indépendance du Québec.

Plus surprenant est le silence quasi absolu de Gauche socialiste, section québécoise de la Quatrième Internationale, qui semble s'exprimer incognito, sauf pour les initiés qui savent qui est qui, par l'intermédiaire de la revue Internet Presse-toi-à-gauche (PTAG) qui elle-même paraît fonctionner par cooptation ou par soumission à des groupes inconnus et qui s'est positionnée comme un appui de gauche à la direction de QS. PTAG (et GS ?) semble penser que la tâche de l'heure est la mise sur pied d'« *une presse de gauche* ». Comme orientation, PTAG propose la formule floue « *dans le sillage de Québec solidaire* ». Le cadre politique de cette presse sera-t-il la plate-forme de QS ? Une revue comme À Bâbord !, certainement une revue de gauche, rentre-t-elle dans ce cadre ? Pour y écrire, faudra-t-il faire la louange de QS avant d'avoir le droit d'émettre une ou deux critiques à la marge ? Si PTAG veut construire une presse de parti, un projet tout à fait légitime et nécessaire, qu'il le dise franchement mais qu'il ne prétende pas parler au nom de toute la gauche.

Chez GS et PTAG, on est très loin de la clarté anticapitaliste et de la grande visibilité médiatique de la LCR, section française de cette même Internationale, y compris au sujet de ses débats internes. Cette clarté, cette visibilité et cette

transparence ont été loin de la pénaliser électoralement malgré la diversion de la thématique identitaire/sécuritaire, malgré la compétition électorale avec d'autres organisations de la gauche de la gauche qui refusent la rupture avec la gauche sociale-libérale du PS et malgré l'immense pression du vote utile pour barrer la route à Le Pen et même à Bayrou. Faut-il se surprendre que la direction de GS, par la politique éditoriale de son site, ait favorisé momentanément la candidature de l'altermondialiste social-libéral José Bové avant de rectifier le tir vers davantage de neutralité ?

On a constaté que lors des trois premiers tournants, la gauche anti-capitaliste, après une brève lune de miel avec la gauche modérée au moment de la montée des luttes, a été chassée du parti unifié dans la période de reflux de celles-ci. Serait-ce que cette fois-ci cette gauche anti-capitaliste, constatant que le nouveau parti QS est fondé au début de la période de reflux, si ce n'est comme réponse électoraliste aux dures défaites, accepte de se soumettre à la direction social-libérale pour ne pas être chassé ? Faudra-t-il un cinquième tournant, dans une génération, pour faire le bilan amère de cette tactique capitulationniste avant de comprendre que la gauche anti-capitaliste doit, dans les temps de défaite, tenir haut le drapeau de l'anti-capitalisme afin de pouvoir rallier le grand nombre au moment de la remontée des luttes ?

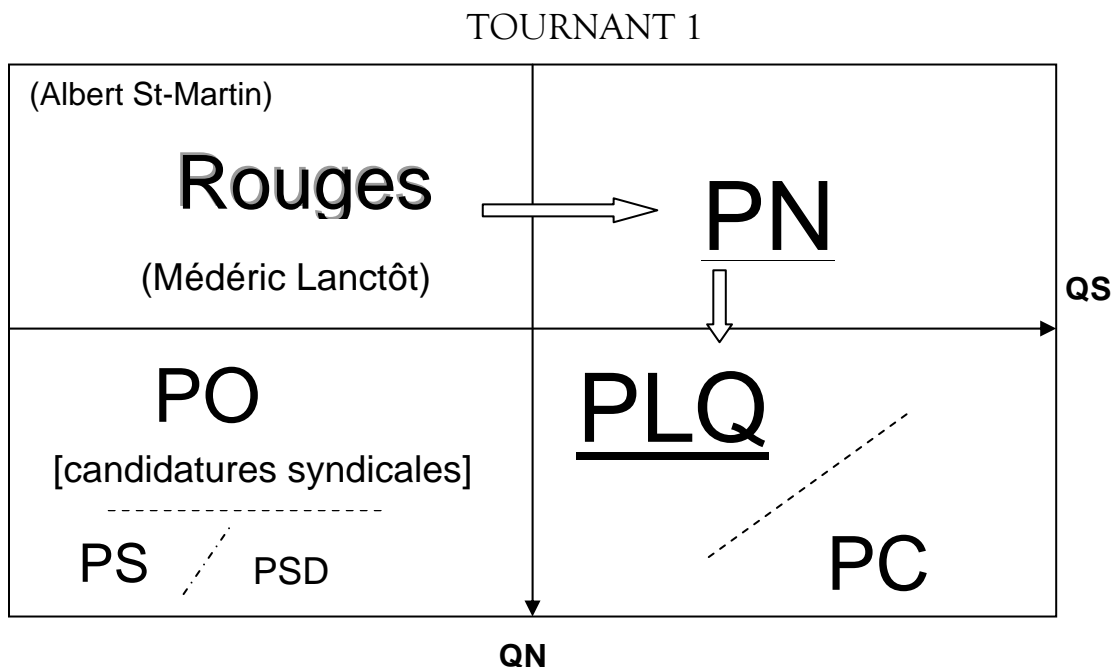
Il n'est pas difficile de deviner que pour éviter que la gauche anti-capitaliste se ressaisisse, la direction de QS, rompue aux mœurs bureaucratiques, malgré le pluralisme affirmé des statuts, recourt à tous les moyens, quitte à réhabiliter des agresseurs impénitents afin d'éliminer les empêcheurs anticapitalistes de tourner en rond qui osent s'affirmer. On trouvera sur mon site Internet, [www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com), mes critiques du social-libéralisme et du bureaucratisme de la direction de QS de même que mes propositions alternatives.

Marc Bonhomme, 17 avril, 7 et 9 mai 2007

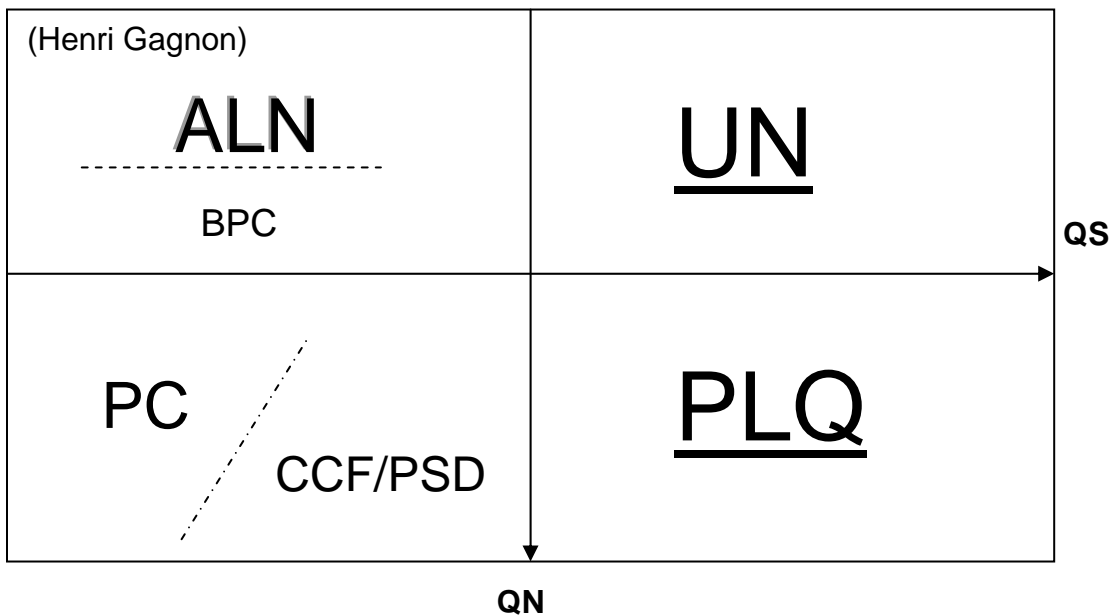
## ANNEXE

Les trois schémas ci-contre situent le système des partis créés par les trois premiers tournants selon un axe social et un axe national. L'axe social se divise en une moitié gauche et une moitié droite, comme il se doit. La notion droite/gauche définit le rapport à l'ordre capitaliste, soit qu'on veuille le conserver en l'état (les conservateurs) ou le réformer pour le maintenir (les libéraux), soit qu'on veuille le dépasser par des réformes graduelles lentes ou rapides (les réformistes dont les radicaux) ou par des ruptures pacifiques ou non (les anticapitalistes dont les révolutionnaires). L'axe national se divise en une moitié haute et une autre basse qui se définit par rapport à la place de la question nationale dans la stratégie de conquête du pouvoir parlementaire. Les premiers en font un axe stratégique, les autres, non.

On mentionne les principaux partis qui ont été concernés, pas nécessairement au même moment. Les partis qui ont exercé le pouvoir parlementaire sont soulignés. Le principal parti de chaque quadrant a une plus grande police. Pour le premier tournant, le système des partis étant encore fluide, la représentation schématique est malaisée. Il est trop tôt pour schématiser le quatrième tournant mais ça se discute quand même. Les noms propres imprudemment mentionnés m'apparaissent comme les héros tragiques de leur époque.



TOURNANT 2



TOURNANT 3

